CUBA

**LE GOÛT AMER
D'UNE RÉVOLUTION
SUCRÉE**

© 1984

Lignes de Démarcation

C.P. 892

Succ. Tour de la Bourse

Montréal, Québec, Canada

H4Z 1K2

Vingt ans de "construction du socialisme"

A Cuba du quota sucrier américain au quota sucrier russe!

On assiste depuis quelques années à l'émergence de situations révolutionnaires en Amérique latine, en particulier dans les pays d'Amérique centrale, et dans la région des Caraïbes. La domination américaine, autrefois incontestée sur cette région est battue en brèche. Après la chute de Somoza et l'instauration d'un régime hostile aux Etats-Unis à Managua, l'effervescence révolutionnaire s'est propagée au El Salvador, au Guatemala, au Honduras, etc. En fait, c'est toute la région qui s'est transformée en un immense volcan révolutionnaire. Les ouvriers et paysans latino-américains secouent leurs chaînes et c'est tout l'édifice de l'impérialisme américain qui se fissure, et se lézarde.

Il faut dire que cette région est une région clef pour l'impérialisme américain. Elle permet le contrôle sur le canal de Panama, lien vital entre les régions de l'Est et de l'Ouest des Etats-Unis, et sur les Caraïbes où transite la moitié des importations et des exportations américaines, y inclus les 3/4 du pétrole. Cette région représente aussi un marché de 7 milliards de dollars et est une source intarissable de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché.

La bourgeoisie américaine est divisée quant aux moyens à utiliser pour faire face aux mouvements des masses ouvrières et paysannes en révolte. Certaines fractions prônent la conciliation, la méthode des concessions, comme cela était manifeste lors de la chute de Somoza. Par contre, d'autres fractions ne veulent faire aucune concession et soutiennent l'écrasement du mouvement révolutionnaire par la répression ouverte, la terreur blanche. Elles voient que non seulement les Russes mais aussi les puissances européennes et le Japon cherchent à s'allier aux directions réformistes des mouvements révolutionnaires pour étendre leur sphère d'influence dans cette région et ce, au détriment de l'impérialisme américain.

En fait, les intérêts des différentes puissances impérialistes s'entre-

choquant non seulement dans cette région du monde mais sur l'ensemble de la planète. La situation est telle que, par suite du développement inégal entre les puissances impérialistes, se pose la nécessité d'un nouveau repartage entre elles pour le contrôle des sources de matières premières, des marchés, des sphères d'influence, un nouveau repartage qui met à l'ordre du jour une nouvelle guerre impérialiste. Bien entendu, chaque puissance impérialiste fait des plans et des calculs pour que le déclenchement de la guerre se produise à l'endroit et au moment qui lui soit le plus favorable et il est évident que les Etats-Unis ne veulent pas d'une guerre en Amérique centrale et dans les Caraïbes. C'est pourquoi ils essaient de "pacifier" la région le plus rapidement possible par un dosage de répression et de concessions.

Mais l'ampleur de la crise économique actuelle et l'aiguïssement des contradictions entre les différentes bourgeoisies rendent caduques toutes "solutions" impérialistes. Les concessions et la répression, plutôt que d'éteindre la flamme révolutionnaire, l'attisent. L'incendie se propage de pays en pays et menace aujourd'hui de gagner le Mexique pour venir frapper aux portes mêmes de la citadelle américaine.

Le Mexique est aujourd'hui au bord de la faillite avec un endettement incroyable de plus de 80 milliards de dollars, en comparaison duquel l'endettement de la Pologne apparaît bien minime. Le gouvernement mexicain est acculé à son tour à remiser son panache nationaliste pour venir se mettre à genoux devant le Fonds Monétaire International. Pour tenter d'éviter l'explosion sociale, le gouvernement mexicain encourage en douce les millions de chômeurs mexicains à émigrer vers les Etats-Unis. Mais l'impérialisme américain ferme ses frontières aux chômeurs mexicains tout comme le gouvernement mexicain ferme ses frontières aux paysans guatémaltèques. Mais la répression contre les masses ouvrières et paysannes n'empêche pas la trainée de poudre révolutionnaire de franchir les frontières et de mettre le feu aux poudrières mexicaine et...américaine!

Car le bastion de l'impérialisme mondial, la citadelle du capitalisme est minée de l'intérieur. Les millions d'immigrés d'Amérique latine, des Antilles, des Caraïbes, du Mexique dont la bourgeoisie américaine a sucé le sang pour édifier son empire n'acceptent plus de plier l'échine sans mot dire et répandent leur ferment révolutionnaire aux quatre coins de l'Amérique du Nord. Leur cause trouve un accueil favorable auprès de la nation noire opprimée, durement éprouvée par la crise économique et bientôt prête elle aussi à faire payer à la bourgeoisie américaine des siècles d'asservissement. Les Etats-Unis sont devenus une véritable prison des peuples comme

l'était la Russie tsariste. Et ils connaîtront le même sort qu'a connu la Russie tsariste!

Cette perspective devient encore plus réelle maintenant que l'on voit plus concrètement la possibilité de la liaison nécessaire entre les mouvements nationaux des peuples opprimés et la classe ouvrière blanche américaine. Les journaux bourgeois parlent depuis quelque temps de la "reconstitution d'un prolétariat blanc aux Etats-Unis". Ce qu'ils entendent par là, c'est la perte des privilèges de l'aristocratie ouvrière. La bourgeoisie américaine, par l'ampleur de son pillage des ressources de nombreux pays et de la surexploitation des peuples et nations opprimés à l'extérieur et à l'intérieur des Etats-Unis, a pu corrompre, à même les surprofits accumulés, de larges sections de la classe ouvrière américaine. Mais aujourd'hui, ces temps sont révolus. A cause de la concurrence accrue des autres puissances impérialistes et de la résistance des peuples opprimés, les surprofits sont devenus une véritable peau de chagrin. Le gâteau est moins gros et les miettes qu'on laissait tomber de la table se font plus rares. Des milliers d'ouvriers de secteurs autrefois aussi prospères que ceux de l'industrie automobile doivent accepter des réductions de salaires ou sont tout bonnement condamnés au chômage. Les journaux sont remplis de reportages sur la pauvreté, la résurgence des "soupes populaires", du vagabondage, etc. Les nuages noirs des années 30 s'accumulent dans le ciel.

Cela ne signifie pas que l'aristocratie ouvrière s'est complètement désintégrée, que le chauvinsisme a disparu. Non. Mais les conditions objectives sont en train de se modifier au point de laisser entrevoir la possibilité du rétablissement de l'alliance entre la classe ouvrière américaine et les mouvements nationaux des peuples opprimés en particulier par l'impérialisme américain.

Le développement de la crise économique et la guerre impérialiste imminente vont élargir encore davantage ces perspectives révolutionnaires. Ce qui apparaissait jusqu'à tout récemment comme la forteresse inexpugnable de l'impérialisme ne l'est plus.

Le géant vacille sur son socle mais il ne tombera pas de lui-même. Seule une solide alliance entre la classe ouvrière américaine et les mouvements révolutionnaires des peuples et nations opprimées permettra le triomphe de la révolution et le renversement de l'impérialisme américain. Une véritable révolution démocratique et sa transformation en dictature du prolétariat ne pourra pas se maintenir et se consolider dans la région des Caraïbes et de l'Amérique centrale sans l'appui résolu de la classe ouvrière américaine et, réciproquement, la révolution prolétarienne aux Etats-Unis est impossible sans le sou-

lien actif des peuples opprimés aux Etats-Unis dans les régions périphériques.

Mais pour être en mesure de construire cette alliance, il faut que la classe ouvrière se dote de son Etat-major, son parti bolchévique, capable de la guider dans les méandres de la révolution. "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" disait déjà Lénine en 1902. Aujourd'hui, cet axiome n'a rien perdu de sa véracité. C'est la tâche des communistes révolutionnaires d'élaborer cette théorie révolutionnaire en se basant sur le léninisme, "le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne",¹ qui demeure "un modèle de tactique pour-tous"². Les communistes révolutionnaires doivent élaborer cette théorie en appliquant le léninisme aux conditions concrètes de leur pays et du monde mais aussi en critiquant les fausses solutions, les théories erronées qui ne peuvent mener le mouvement révolutionnaire que dans un cul-de-sac.

Voilà pourquoi il est si important aujourd'hui de traiter de la question de Cuba, du guevarisme, du castrisme, etc. La révolution cubaine a eu un impact considérable à l'échelle du monde mais en particulier sur les masses latino-américaines. En renversant Batista, en repoussant l'invasion de la Baie des cochons, en tenant tête à l'impérialisme yankee, les masses populaires cubaines ont galvanisé l'élan révolutionnaire par toute l'Amérique latine et ont suscité un vaste mouvement de solidarité.

Mais les dirigeants cubains ont voulu donner une coloration bien spéciale à ce soutien en proclamant que Cuba devait servir de modèle à tous les pays latino-américains pour résoudre les problèmes de domination, d'asservissement. Ils ont aussi théorisé leur expérience révolutionnaire et ont tenté de l'imposer comme modèle de tactique à tous les révolutionnaires latino-américains. Aujourd'hui, plus de vingt ans après le triomphe de la révolution cubaine et à la veille de nouveaux affrontements révolutionnaires, il nous faut examiner attentivement si les dirigeants cubains ont tenu leurs promesses et si Cuba peut servir de modèle.

Cuba: du quota sucrier au quota sucrier

Les masses se soulèvent, montent à l'assaut du pouvoir lorsqu'elles ne peuvent plus continuer à supporter le joug de l'exploitation, de l'oppression. Elles se soulèvent pour changer la société en vue d'améliorer leur situation matérielle, culturelle, etc. Les dirigeants de la révolution cubaine ont pu bénéficier du soutien de l'immense majorité de la population parce qu'ils ont promis un tel changement. Ils se sont engagés à détruire les structures d'exploitation, à mettre fin à la

dépendance à l'égard de l'impérialisme. Quelques années après le triomphe de la révolution, ils ont proclamé leur volonté de s'engager dans la voie de la construction d'un nouveau système économique, le socialisme, dont la loi économique fondamentale est: "assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure".³

Evidemment, étant donné la situation économique de Cuba au lendemain de la révolution, il ne pouvait être question d'atteindre cet objectif en un tourne-main, en quelques années. Mais aujourd'hui, plus de vingt ans après la révolution, il devrait être possible de mesurer le chemin parcouru, de voir les résultats ou tout au moins d'apprécier la tendance générale. Les problèmes structurels ont-ils été résolus?, la dépendance à l'égard de l'impérialisme a-t-elle été abolie?, est-on en mesure d'assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société? Pour être en mesure de procéder à une telle évaluation, il faut d'abord rappeler quelle était la situation avant la révolution.

Cuba: la perle antillaise de l'impérialisme américain

En 1959, Cuba était une semi-colonie des Etats-Unis. Les investissements américains s'élevaient alors à \$1 milliard; ils représentaient 11% de tous les investissements américains en Amérique latine. En fait, Cuba venait au troisième rang pour l'importance des capitaux américains investis après le Venezuela et l'Argentine. Les Etats-Unis contrôlaient 90% des mines, 36% des meilleures terres, 36,65% de la production de sucre, 90% de la production d'électricité et 79% du pétrole, des chemins de fer, de l'hôtellerie et du téléphone.

Le contrôle américain sur l'économie cubaine se faisait surtout par le contrôle de l'industrie sucrière, particulièrement importante à Cuba. La canne à sucre occupait 61% du territoire agricole et 22 latifundia, dont plusieurs américaines, contrôlaient 70% des terres à canne à sucre. Sur 975,000 travailleurs dans le secteur agricole, près de 50%, soit 471,000 étaient employés dans la production sucrière. Le sucre était le principal produit d'exportation cubaine, représentant plus de 80% de la valeur des exportations. Plus de 50% de la production cubaine était exportée aux Etats-Unis.

La quantité de sucre achetée chaque année par les Etats-Unis était fixée par le Congrès américain. Dans le cadre de ces accords, les Etats-Unis payaient le sucre cubain à un prix supérieur à celui du marché libre. Mais les Etats-Unis ne faisaient pas cela par altruisme.

Un des objectifs d'un tel "tarif préférentiel" était de protéger la production américaine dont les coûts étaient supérieurs à la production cubaine. Et les revenus provenant du tarif préférentiel allaient bien entendu dans la poche des monopoles américains qui contrôlaient l'industrie sucrière et non dans celle des masses laborieuses cubaines.

Le gouvernement américain avait aussi exigé et obtenu en échange de ce "tarif préférentiel" d'énormes avantages douaniers pour les exportations américaines sur le marché cubain. Ainsi, en vertu de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, confirmé en 1948, les Etats-Unis avaient obtenu l'abaissement des droits de douane sur 183 produits qu'ils exportaient vers Cuba et le maintien de droits dérisoires sur 393 autres produits déjà admis presque librement de fait de dispositions antérieures. Ces 576 produits représentaient 81,6% des exportations des Etats-Unis vers Cuba. Les produits qui demeuraient protégés par des droits de douanes élevés étaient ceux des industries dominées par des capitaux américains (caoutchouc, pneu, textile).

Toute l'économie cubaine était conçue en fonction du commerce avec les Etats-Unis. Par exemple, à chaque année, Cuba exportait 11,000 tonnes de tomates vers les Etats-Unis et en réimportait 1,000 tonnes sous forme de ketchup. Toute l'industrialisation (chemins de fer, ports, routes) était en fonction du commerce avec les Etats-Unis. Cuba était en fait la parfaite illustration de la thèse de l'Internationale Communiste sur l'oppression coloniale. Dans sa description des "traits caractéristiques de la vie économique des colonies et de la politique coloniale impérialiste", l'I.C. précise que "dans la mesure où l'exploitation coloniale détermine un certain développement de la production dans les colonies, ce développement, grâce au monopole impérialiste, prend une orientation spéciale et n'est encouragé que dans la mesure où il correspond aux intérêts de la métropole, au maintien de son monopole colonial en particulier. Elle peut pousser une partie des paysans, par exemple, à passer de la culture des céréales à celle du coton, du sucre, du caoutchouc (Soudan, Cuba, Java, Egypte, etc.), mais cela s'impose d'une façon qui, non seulement, ne correspond pas aux intérêts du développement économique indépendant des pays coloniaux, mais au contraire, renforce encore davantage la dépendance des colonies à l'égard des métropoles impérialistes. (...) Le développement de la production dans les colonies grandit relativement, là seulement où la fabrication est une opération extrêmement simple (industrie du tabac, du sucre, etc.) et où les frais de transport des matières premières peuvent être sensiblement réduits

par leur transformation sur place. En tout cas, les entreprises capitalistes, créées dans les colonies par les impérialistes (à l'exception de certaines entreprises créées pour des buts de guerre) portent essentiellement ou exclusivement un caractère capitaliste-agricole caractérisé par une faible composition organique du capital. La véritable industrialisation des pays coloniaux, en particulier la création d'une industrie viable de construction mécanique capable de favoriser le développement indépendant des forces productives du pays, loin d'être encouragée, est au contraire entravée par la métropole. C'est en cela, au fond, que consiste sa fonction d'oppression coloniale: le pays colonial est contraint de sacrifier les intérêts de son développement indépendant et de jouer le rôle d'appendice économique (agriculture, matières premières) du capitalisme étranger, afin de renforcer, au détriment des classes laborieuses du pays colonial, le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie du pays impérialiste, de perpétuer son monopole colonial et de renforcer son expansion dans le reste du monde"⁴.

Cette domination économique de l'impérialisme américain sur Cuba s'accompagnait évidemment d'un contrôle politique. Et ce depuis de longues années.

Cuba avait été la dernière colonie de l'Espagne en Amérique et les Etats-Unis cherchaient à la supplanter. Ils utilisèrent la situation créée par la juste lutte du peuple cubain contre la domination espagnole à partir de 1895 pour s'immiscer dans les affaires intérieures de Cuba. En 1898, un vaisseau de guerre américain, le Maine, explosa "mystérieusement" dans le port de La Havane entraînant la mort de 250 marins américains. Le président américain McKinley y trouva là le prétexte recherché pour intervenir militairement à Cuba afin d'en chasser les Espagnols et déclarer l'"indépendance" de Cuba.

Pour bien signifier aux Cubains les limites de leur "indépendance" les Etats-Unis firent inscrire dans la constitution cubaine de 1901 l'amendement Platt (du nom du sénateur qui en était le parrain) qui autorisait les Etats-Unis à intervenir par la force armée ou par la pression diplomatique dans les affaires de l'île pour "sauvegarder son indépendance et soutenir un gouvernement stable capable de protéger les vies humaines, les propriétés et les libertés"!!! L'amendement Platt accordait, en outre, aux Etats-Unis le droit d'établir des bases militaires et navales et un droit de veto sur les traités et les engagements internationaux des futurs gouvernements!

Même si l'amendement Platt fut plus tard supprimé de la constitution, les Etats-Unis ont conservé (encore aujourd'hui) leur base de Guantanamo et sont intervenus militairement à Cuba à chaque fois

qu'ils ont crû que leurs intérêts économiques et militaires étaient menacés. Ils interviennent en 1906 pour mater l'opposition au régime Estrada Palma; à nouveau en 1917 pour mettre fin à des troubles sociaux pour "protéger la propriété américaine", occupation qui se prolongea jusqu'au soulèvement de 1922. Ils appuyèrent les coups d'Etat de Machado en 1924 et de Batista en 1934 et une nouvelle fois en 1952. A seulement 90 milles des côtes américaines, au coeur des Caraïbes, Cuba était une pièce-clé dans la stratégie américaine.

Mais à plusieurs reprises, les masses ouvrières et paysannes cubaines surexploitées dans l'arrière-cour du "paradis" nord-américain se soulevèrent pour secouer le joug de leur oppression. A plusieurs occasions, elles portèrent au pouvoir des gouvernements nationalistes qui promettaient de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression. C'est ce qu'avait promis José Martí, le fondateur du Parti révolutionnaire cubain lors de la lutte contre l'Espagne en 1895 et qui fut tué au cours d'une des premières batailles. Ce sont ces promesses que reprisent Estrada Palma, le général Machado, Ramon Grau San Martin en se réclamant de l'héritage de José Martí lorsqu'ils furent portés au pouvoir par le mouvement populaire. C'est le même engagement que prit Fidel Castro lorsqu'à la faveur d'un soulèvement populaire, il renversa en 1959 le régime Batista et s'empara du pouvoir.

Estrada Palma, Machado, Ramon Grau San Martin, tous trahirent la cause qu'ils avaient proclamé soutenir. Ils décapitèrent, avec la complicité de l'impérialisme yankee, le mouvement qui les avait conduits au pouvoir et se firent les plus ardents défenseurs de l'impérialisme.

Mais qu'en est-il de Castro? Qu'en est-il de Cuba aujourd'hui? Manifestement, Castro a rompu les relations privilégiées avec l'impérialisme américain pour établir des relations avec la Russie. Alors, quel est le résultat de plus de 20 ans de relations privilégiées avec la Russie? Est-ce qu'il en est résulté une transformation des structures économiques de l'île? Est-ce que cela s'est traduit par une amélioration de la situation des masses populaires cubaines? Ce sont ces questions que nous allons maintenant aborder.

Le "grand bond en avant" de Guevara

Depuis la révolution de 1959, l'économie cubaine a connu trois périodes différentes. La première période se caractérise par une vague de nationalisations et l'élaboration de multiples projets de développements industriels et de planification économique.

Ainsi, après de vaines tentatives d'entente avec les Etats-Unis, Castro procéda à une série de nationalisations. On s'attaqua d'abord,

dans le cadre de la réforme agraire, aux compagnies sucrières américaines dont la célèbre United Fruit. Puis, ce fut le tour des raffineries de pétrole de Texaco, Esso, Shell à passer sous le contrôle du gouvernement cubain. Enfin, à l'automne 1960, on élargira les nationalisations à l'ensemble des entreprises privées cubaines.

Par ces nationalisations, le gouvernement cubain voulait contrer les activités de firmes hostiles au nouveau pouvoir mais aussi se donner les moyens nécessaires pour transformer l'économie cubaine. Ainsi, les dirigeants cubains se fixèrent l'objectif d'assurer l'autosuffisance économique de l'île. Ils élaborèrent des projets visant la diversification de l'agriculture pour remplacer la monoculture du sucre. Ils tracèrent les plans d'une industrialisation accélérée de Cuba avec la construction d'une aciérie, d'une raffinerie de pétrole, d'usines d'engrais azotés et d'une série d'autres projets pour doter Cuba d'une structure industrielle complète. Enfin, pour mettre en oeuvre tous ces projets et organiser l'économie cubaine, on créa un organe de planification en 1961, la Junte Centrale de Planification, sous la direction du Ministre de l'Industrie, Ernesto "Che" Guevara.

Mais le projet économique des dirigeants cubains fut un lamentable échec. L'économie était retournée sens dessus-dessous. C'était l'échec retentissant du "socialisme à la Guevara".

Si on pstule un instant que Guevara et les dirigeants cubains s'étaient effectivement engagés dans la voie de l'édification du socialisme, on se rend compte qu'ils ont transgressé certaines règles fondamentales des bases de la politique économique de la dictature du prolétariat. Ainsi, en nationalisant l'ensemble de l'économie, ils étaient allés à l'encontre de règles établies par le VIe Congrès de l'Internationale Communiste sur la base de l'expérience soviétique. Dans le Programme communiste adopté par le Congrès, on précise que "la nationalisation de la production ne doit pas s'étendre, en règle générale, aux petites et moyennes entreprises" entre autres raisons "parce que le prolétariat arrivé au pouvoir, n'a pas assez de force organisatrice, surtout pendant les premières phases de la dictature, pour détruire le capitalisme et organiser en même temps la liaison des unités individuelles de production — petites et moyennes — sur une base socialiste".⁵ Le programme poursuit en spécifiant que "l'existence d'un grand nombre de petites unités de production (en premier lieu, d'exploitations paysannes, de fermes, d'ateliers d'artisans, de fonds de petits commerçants, etc)... rendent dans une certaine mesure nécessaire au premier degré du développement le maintien du marché comme forme de liaison économique, le maintien du système monétaire, etc."⁶

Le Programme recommande donc de ne pas nationaliser l'ensemble de l'économie et de maintenir le marché comme forme de liaison économique, de maintenir le système monétaire. Mais Guevara et les siens non seulement nationalisèrent l'ensemble de l'économie mais tentèrent aussi avec leurs politiques volontaristes de supprimer le marché.

L'échec n'en fut que plus éclatant. L'économie se disloqua. La volonté de tout planifier immédiatement conduisit aux pires aberrations. Les pièces de rechange n'étaient jamais en nombre suffisant et le plus souvent envoyées au mauvais endroit. L'élimination "officielle" du marché engendra sa renaissance sous forme d'un vaste marché noir échappant totalement au contrôle des organismes de planification, marché noir qui n'a cessé de se développer depuis.

Mais il serait faux de ne voir dans tout cela que le résultat d'"erreurs" volontaristes de Guevara. L'Internationale Communiste avait mis un "préliminaire à la croissance des forces socialistes de l'économie", soit "la conquête du pouvoir par le prolétariat".⁷ A Cuba, comme nous le verrons plus en détail ultérieurement, ce n'est pas le prolétariat qui s'était emparé du pouvoir mais bien la petite-bourgeoisie. Celle-ci essayait, par son contrôle sur l'appareil d'Etat de se constituer en bourgeoisie nationale. C'est un processus qu'on retrouvait à ce moment-là dans d'autres pays comme le Ghana, l'Algérie, le Mali, etc.

Il ne faudrait pas négliger la responsabilité des impérialistes russes dans cet échec de développement économique indépendant. Par la forme de leur "aide", par leurs "conseils", ils ont tout fait pour que l'expérience cubaine soit un échec afin de pouvoir, par la suite, imposer leurs "modèles", leurs techniciens. Ils ont répandu leur chauvinisme à l'encontre des peuples cubain et latino-américain en laissant entendre que les difficultés étaient dûes au "tempérament latin" des Cubains.

Guevara a perçu confusément les manoeuvres des Russes et il dénonça à Alger les rapports que la Russie établissait avec les pays dépendants en disant qu'ils étaient semblables à ceux qu'entretenaient l'impérialisme avec ces mêmes pays.

Mais pendant que Guevara s'en prenait à la Russie, Castro signait avec elle un accord économique de trois ans qui lui allouait un nouveau prêt de 167 millions de dollars. En échange de cette "aide", Cuba renonçait à ses projets d'industrialisation. Castro déclarait: "La politique d'industrialisation n'est pas abandonnée, elle est reportée"⁸ Le changement de cap de la politique économique est facilement repérable lorsqu'on examine l'évolution de la répartition des investis-

sements de 1962 à 1964. Les crédits alloués à l'industrie après avoir augmenté par rapport à ceux de l'agriculture et des autres secteurs en 1963 fléchissent à nouveau en 1964.

	1962	1963	1964
Agriculture	27,7	21,5	33,2
Industrie	21,6	30,4	27,4
Autres secteurs	50,7	43,1	31,4
	100	100	100

Les dirigeants cubains, en abandonnant leur politique d'industrialisation, cédèrent devant les pressions de Moscou et Guevara abandonna son poste de Ministre de l'Industrie, quitta Cuba pour reprendre le maquis en Bolivie après un séjour en Afrique. Entre-temps, en 1962, il fit paraître "La guerra de guerrilla, un método" dans lequel il démontre comme nous le verrons plus loin que son incompetence en matière économique n'avait d'égale que son incompetence en matière de révolution!

Le grand bond en arrière de la Gran Zafra de Castro

Après l'abandon de la politique d'industrialisation, les dirigeants cubains allaient faire un ultime effort pour tenter d'assurer l'indépendance économique de Cuba. Ce fut la Gran Zafra de 1970, alors qu'on fixa comme objectif la production de 10 millions de tonnes de sucre, ce qui devait permettre le "décollage" de l'économie cubaine. Ce projet n'avait rien de bien original. Il est caractéristique des efforts des pays semi-coloniaux qui essaient de s'arracher des griffes de l'impérialisme par l'augmentation de la vente des matières premières pour se procurer les devises qui devraient permettre d'industrialiser le pays. Mais là encore, ce fut l'échec. Non seulement l'objectif de 10 millions de tonnes ne fut pas atteint mais l'économie qu'on avait entièrement détournée pour la mettre au service de la production sucrière fut totalement désorganisée. Ce qui devait être un grand bond en avant fut un grand bond en arrière.

Là encore, les Russes profitèrent de la déconvenue des dirigeants cubains pour étendre leur mainmise sur l'économie cubaine. Castro dut céder ses responsabilités économiques à Carlos Rafael Rodriguez, un ancien du PSP, le parti cubain pro-Moscou. On créa en 1970 une commission intergouvernementale russo-cubaine pour la coopération économique, scientifique et technique et en 1972 Cuba adhéra au CAEM (COMECON) et signa des accords de coopération

avec Moscou.

Depuis lors la politique économique cubaine et la "coopération" russo-cubaine sont plus que jamais intimement liées. La commission intergouvernementale joue le rôle de chef d'orchestre; c'est elle qui décide ce qui convient à l'économie cubaine, décide des projets à réaliser et l'étendue de ses compétences est telle que les observateurs de la politique cubaine se demandent "si le gouvernement cubain peut encore entreprendre quoi que ce soit sans l'accord des Russes"¹⁰.

L'attitude de la Russie à l'égard de Cuba est caractéristique de l'attitude de l'impérialisme à l'égard des colonies, semi-colonies et pays dépendants, c'est-à-dire qu'il "ne consentira jamais volontairement à la bourgeoisie nationale une domination souveraine, la possibilité d'un développement capitaliste indépendant et 'libre' et l'hégémonie sur le peuple 'indépendant'. Ici, la contradiction d'intérêts entre la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et l'impérialisme est objective, fondamentale sur ce point, l'impérialisme exige la capitulation de la bourgeoisie nationale"¹¹.

La bourgeoisie nationale cubaine et son principal représentant, Fidel Castro, ont capitulé devant les diktats de l'impérialisme russe. Ils ont délaissé la voie "d'un développement capitaliste indépendant et 'libre'" en remettant aux calendes grecques leurs projets d'industrialisation et ils ont abandonné "l'hégémonie sur le peuple 'indépendant'" en s'alignant progressivement sur la politique extérieure russe en particulier depuis leur soutien à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Les "tarifs préférentiels" russes

Aujourd'hui, l'économie cubaine est entièrement dominée par l'économie russe. En 1979, la Russie a acheté 72% des exportations cubaines et elle a fourni à Cuba les 3/5 de ses importations. Dans ces relations économiques, Cuba exporte des matières premières et importe des produits manufacturés. Ainsi, en 1978, les importations russes de produits cubains étaient constituées de 98,8% de sucre et de nickel.

Les Cubains prévoient pour 1982 une production de 7,4 millions de tonnes de sucre dont la moitié sera vendue à la Russie. Les pays de l'Est en achèteront environ 500,000 tonnes. Le reste sera écoulé sur le marché libre où, là, il est soumis aux fluctuations des prix. Ainsi la tonne de sucre qui valait \$950. en novembre 1981 n'en vaut plus que \$180. en juin 1982.

Quant au nickel dont Cuba possède le quart des réserves mondiales la Russie a acheté 75% de la production de 38,000 tonnes de l'an dernier. A plusieurs reprises au cours des années 60, les dirigeants

cubains avaient demandé que soit créée à Cuba une industrie métallurgique du nickel et la Russie s'était alors engagée à ce que la mine de MOA puisse assez rapidement produire du nickel fini. Cet engagement n'a évidemment pas été tenu et la mine ne produit que des composés de nickel qui sont retraités en Russie comme ils l'étaient auparavant aux Etats-Unis. En fait, la situation est exactement la même que celle que connaissait Cuba sous la domination américaine.

En plus du tabac, dont la production a été gravement affectée par la maladie au cours des dernières années, Cuba produit aussi des agrumes. Mais la production n'est que de 160,000 à 175,000 tonnes alors que l'objectif était de 270,000 tonnes. De plus, toute la production est exportée vers le COMECON parce que la qualité ne rencontre pas les standards du marché mondial.

Tels sont aujourd'hui les principaux secteurs de l'économie cubaine.

On a beaucoup parlé depuis l'établissement des relations russo-cubaines de l'ampleur de l'"aide" accordée par la Russie à Cuba en soulignant que Moscou paye le sucre cubain de 2 à 5 fois le prix du marché et le nickel à des prix artificiellement élevés. On mentionne aussi le pétrole "subventionné" que reçoit Cuba de la Russie à raison de 250,000 barils par jour au prix de \$12.80 le baril. Dans l'ensemble on calcule que de 1960 à 1978 Cuba avait reçu des Russes 13 milliards de dollars sous forme de prêts sans intérêt ou à des taux extrêmement bas ou sous forme de subventions au prix du sucre, du nickel cubain et du pétrole russe.

Mais il faut apporter certaines précisions sur ces "tarifs préférentiels".

Par exemple, en important le sucre cubain, la Russie a pu considérablement diminuer sa propre production de sucre à partir de la betterave à sucre qui était beaucoup plus coûteuse que le "tarif préférentiel" accordé au sucre cubain.

Quant au pétrole, il faut préciser que la Russie n'assure plus à elle seule (sans toutefois que cela puisse être décelé dans les statistiques russes) l'approvisionnement pétrolier de Cuba. Dans un premier temps, la Russie a conclu un accord triangulaire avec le Mexique, au terme duquel elle règle en devises fortes la facture du pétrole livré à Cuba. Cette transaction devrait réduire les importations pétrolières en provenance de Russie de 25%. Il faut dire que le seul approvisionnement pétrolier de Cuba, lorsqu'il était entièrement assuré par la Russie, mobilisait chaque année 10% de la flotte pétrolière russe. Selon un autre accord, le Venezuela livrera du pétrole à Cuba au lieu de le fournir à l'Espagne, la Russie se chargeant d'approvisionner l'Espagne par des quantités équivalentes.

Il faut aussi considérer le fait que les prêts et les revenus de la vente du sucre et du nickel (qui sont payés en roubles) ne permettent l'achat que de marchandises russes. On ne possède aucune information précise sur les prix que paye Cuba pour les produits importés de Russie, mais une étude tend à démontrer que les prix des marchandises vendues par la Russie aux semi-colonies et pays dépendants "bénéficiaires de son aide" sont de 13 à 15% supérieurs au prix des mêmes produits vendus par la Russie aux pays occidentaux. Cet écart se situerait de 33 à 35% pour les machines et les biens d'équipements.¹²

Ce "modèle" d'échanges économiques entre la Russie et Cuba, d'échanges de produits manufacturés contre des matières premières, est un modèle bien familier. C'est celui des relations entre l'impérialisme et les colonies, semi-colonies et pays dépendants. Les "tarifs préférentiels" que paye la Russie pour le sucre et le nickel ne doivent leurrer personne. Ils sont très bas même s'ils sont supérieurs au prix du marché mondial, celui-ci étant si ridiculement bas. De plus, le "tarif préférentiel" pour l'achat de matières premières est une tactique fréquemment utilisée par les différentes puissances impérialistes pour développer leur influence dans tel ou tel pays. La France paye un "tarif préférentiel" pour le pétrole et le gaz algériens en échange de l'ouverture du marché algérien aux produits français et d'une plus grande influence de la France dans ce pays. Et souvenons-nous que les Etats-Unis avaient déjà établi un "tarif préférentiel" pour le sucre cubain avant 1959!

La thèse de l'Internationale Communiste sur l'essence de l'oppression coloniale que nous avons citée pour décrire les relations des Etats-Unis et de Cuba avant 1959 s'applique encore parfaitement aujourd'hui à propos cette fois des relations russo-cubaines. Comme nous l'avons démontré dans ce chapitre "la véritable industrialisation des pays coloniaux, en particulier la création d'une industrie viable de construction mécanique capable de favoriser le développement indépendant des forces productives du pays, loin d'être encouragée, est au contraire entravée par la métropole"¹³. C'est exactement ce qui s'est passé à Cuba lorsque la Russie a forcé la bourgeoisie cubaine à capituler et à abandonner ses projets d'industrialisation du pays. L.I.C. nous dit que "c'est en cela, au fond, que consiste sa fonction d'oppression coloniale: le pays colonial est contraint de sacrifier les intérêts de son développement indépendant et de jouer le rôle d'appendice économique (agriculture, matières premières) du capitalisme étranger, afin de renforcer, au détriment des classes laborieuses du pays colonial, le pouvoir économique et politique de

la bourgeoisie du pays impérialiste, de perpétuer son monopole colonial et de renforcer son expansion dans le reste du monde"¹⁴. Aujourd'hui Cuba joue effectivement le rôle d'appendice économique de la Russie et contribue à renforcer l'expansion de l'impérialisme russe à travers le monde.

Deux conceptions de l'internationalisme prolétarien

Les apologistes de l'impérialisme russe essaient de présenter les relations entre la Russie et Cuba comme étant des "relations fraternelles entre nations socialistes", des relations basées sur les principes de l'internationalisme prolétarien. D'autres, prenant le contre-pied de cette thèse, soulignent avec justesse le caractère impérialiste des relations entre la Russie et Cuba mais ils s'en servent pour essayer de dénoncer le socialisme en disant que l'URSS a toujours été impérialiste depuis Staline. Qu'en est-il au juste?

Le Programme de l'Internationale Communiste fixait comme tâche à l'URSS de développer "une large assistance au développement économique, politique et culturel des 'régions' et des 'colonies' précédemment opprimées afin d'y constituer les bases solides d'une égalité nationale effective et complète."¹⁵ C'est précisément dans cette perspective que s'est développée la politique de l'URSS de Staline à l'égard des nationalités opprimées. En plus de reconnaître l'égalité en droit des différentes nations, de favoriser leur développement culturel en encourageant l'épanouissement des différentes langues nationales, l'URSS de Staline se donnait comme objectif l'EGALITE DE FAIT des différentes nationalités.

Dans son Rapport présenté au XII^e Congrès du Parti communiste russe en 1923, Staline exprimait cet objectif de la façon suivante: "Le deuxième facteur, camarades, qui met également obstacle à la réunion autour du prolétariat russe des peuples autrefois opprimés, c'est l'inégalité de fait que nous avons hérité du tsarisme.

L'égalité de droit, nous l'avons proclamée et nous la réalisons; mais de l'égalité de droit, qui par elle-même a une très grande importance dans l'histoire du développement des Républiques soviétiques, à l'égalité de fait, il y a tout de même très loin. Toutes les nationalités arriérées et toutes les tribus jouissent, formellement, d'autant de droits que toutes les autres nationalités avancées faisant partie de notre fédération. Mais le malheur est que certaines nationalités n'ont pas leurs prolétaires, elles n'ont pas traversé le stade du développement industriel, elles ne l'ont même pas commencé; elles retardent terriblement sous le rapport culturel et sont absolument impuissantes à utiliser les droits que leur confère la révolution. C'est là, camara-

des, une question plus importante que celle des écoles. Ici, certains de nos camarades pensent qu'en faisant ressortir au premier plan la question des écoles et de la langue, on peut par là même trancher le noeud. C'est faux, camarades, on n'ira pas loin avec les seules écoles; celles-ci se développent, la langue se développe aussi, mais l'inégalité de fait est la base de tous les mécontentements et de toutes les frictions. Ici l'on ne saurait se tenir quitte en ne parlant que d'écoles et de langues; ce qu'il faut ici, c'est que nous apportions une véritable aide prolétarienne, effective, systématique, sincère, aux masses travailleuses des nationalités arriérées sous le rapport culturel et économique. Il est nécessaire que, outre les écoles et la langue, le prolétariat de Russie prenne toutes mesures utiles pour qu'à la périphérie et dans les Républiques arriérées sous le rapport culturel, — et si elles le sont, ce n'est pas de leur faute, mais parce qu'on les considérait autrefois comme des sources de matières premières; — il est nécessaire que le prolétariat russe fasse en sorte que des foyers d'industrie soient créés dans ces Républiques¹⁶.

Cette politique d'aide à l'industrialisation des nations opprimées pour parvenir à une égalité de fait, l'URSS l'appliquera également après la Deuxième Guerre Mondiale aux démocraties populaires. Même les auteurs bourgeois sont obligés de reconnaître qu'un organisme comme le COMECON n'avait jusqu'à la mort de Staline qu'une existence formelle "chacun des pays d'Europe de l'Est, à l'imitation du modèle soviétique, poursuivait une politique de développement quasi autarcique" et demeurait attaché "à la conception stalinienne selon laquelle un pays ne pouvait s'arracher au sous-développement et à la dépendance qui en découle que par l'expansion de toutes les principales branches industrielles avec l'industrie lourde comme pivot"¹⁷.

Ce n'est qu'en 1961 et 1962 que les dirigeants russes, après avoir restauré le capitalisme en Russie, se montrèrent empressés d'instaurer une plus grande intégration économique et une division du travail entre les différents pays du COMECON. En plus d'y voir des avantages économiques pour la Russie, Krouchtchev recherchait dans l'intégration de l'Europe de l'Est un moyen de lutter contre les tendances centrifuges susceptibles de s'y développer. Krouchtchev visait non seulement la spécialisation économique mais la transformation du COMECON en un organisme surnational de "planification" en fonction bien entendu des intérêts de la Russie. Il n'était évidemment plus question de favoriser l'égalité de fait entre les différentes nations, de favoriser le développement de l'industrialisation dans ces différents pays mais bien d'obtenir leur soumission aux diktats de Mos-

cou, les représailles économiques prises à l'égard de l'Albanie devant servir d'exemple à ceux qui auraient été tentés de s'y opposer.

La crise économique qui frappe aujourd'hui les différents pays du COMECON, dont l'exemple le plus spectaculaire est sans doute la Pologne, présente les mêmes caractères essentiels que la crise qui sévit dans les pays du bloc occidental. Elle est la preuve de l'échec du "socialisme" à la Krouchtchev et à la Brejnev. Elle démontre que les pays des deux blocs sont régis par les mêmes lois économiques.

En présentant son Rapport au XVIIe Congrès du PCUS(b) en 1934, au plus fort de la Grande Crise qui frappait l'ensemble du monde capitaliste, Staline pouvait avec fierté opposer à la faillite du système capitaliste, les énormes réalisations de l'Union Soviétique sur la voie de l'édification du socialisme. Cela était manifeste lorsqu'on comparait le volume de la production industrielle des principaux pays.

Volume de la production industrielle¹⁸

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
URSS	100	194,3	252,1	314,7	359,0	391,9
Etats-Unis	100	170,2	137,3	115,9	91,4	110,2
Angleterre	100	99,1	91,5	83,0	82,5	85,2
Allemagne	100	113,0	99,8	81,0	67,6	75,4
France	100	139,0	140,0	124,0	96,1	107,6

Alors que les masses ouvrières des pays capitalistes peinaient pour des salaires de famine ou erraient par millions à la recherche d'un emploi, la classe ouvrière d'URSS, sur la base de l'essor de l'industrie et de l'agriculture, avait réussi à élever son niveau de vie matérielle et culturelle au point où le chômage avait complètement disparu, au point où le salaire moyen annuel pour les ouvriers d'industrie avait presque doublé de 1930 à 1933 et la journée de travail avait été portée à sept heures pour toute l'industrie de surface.¹⁹ L'URSS fonctionnait alors d'après la loi économique fondamentale du socialisme, c'est-à-dire en vue d'"assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure"²⁰.

Mais aujourd'hui, le chômage a refait son apparition en Russie, les produits de première nécessité manquent. Le budget militaire draine la majeure partie des ressources du pays. Dans son discours au

dernier congrès du parti révisionniste russe, Brejnev a dû reconnaître publiquement que l'agriculture du pays est plongée dans une crise catastrophique.

Cette situation est une conséquence de la restauration du capitalisme après l'assassinat de Staline; elle est une preuve que l'économie de la Russie fonctionne désormais d'après la loi économique du capitalisme actuel, c'est-à-dire "assurer le profit maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisée pour assurer les profits les plus élevés".²¹ Cuba est précisément un de ces pays arriérés, asservis et pillés systématiquement par la bourgeoisie "rouge" de Moscou.

"On n'ira pas loin avec les seules écoles" (Staline)

Pour tenter de camoufler l'asservissement du peuple cubain par les nouveaux tsars du Kremlin, les plumitifs de l'impérialisme russe mettent souvent de l'avant les énormes progrès réalisés à Cuba depuis la révolution de 1959 au chapitre de l'alphabétisation, de l'enseignement. Parvenir à alphabétiser la population d'un pays donné est, à n'en pas douter, un grand pas en avant. Ce n'est pas cependant, en soi, un pas révolutionnaire, c'est-à-dire que l'alphabétisation est une réalisation qui ne va pas plus loin que les frontières du développement capitaliste. L'alphabétisation est une tâche de la révolution démocratique bourgeoise et est bien acceptable pour la bourgeoisie. Elle est en réalité nécessaire au développement capitaliste sur une grande échelle.

Un organisme comme la Banque Mondiale le "découvrait" dernièrement. Ainsi, dans le "Rapport sur le développement mondial 1980"²² de la Banque Mondiale, on affirme que "le développement humain caractérisé par une meilleure éducation, la santé, la nutrition et la planification familiale au niveau local promeut la croissance économique aussi efficacement que le capital investi dans l'industrie". Les "experts" de la Banque Mondiale ont réalisé que les "paysans éduqués", c'est-à-dire ceux qui ont au moins quatre années d'études, produisent 13% de plus que les "paysans non-éduqués". Ils utilisent de meilleures graines, de meilleurs engrais, connaissent mieux les techniques de l'irrigation, etc. La Banque Mondiale en a conclu que "sur une vaste échelle (en particulier dans l'éducation primaire) la productivité de l'investissement humain est plus grande que la productivité physique".

Les énormes progrès réalisés à Cuba dans l'alphabétisation et l'éducation de la population sont insuffisants pour affirmer que Cuba s'est sorti du sous-développement et n'est pas asservi par la Russie. Comme le soulignait Staline à ceux qui, dans leur solution au problème de l'inégalité de fait entre les nations, ne faisaient ressortir que la question des écoles: "C'est faux, camarades, on n'ira pas loin avec les seules écoles... Il est nécessaire que, outre les écoles et la langue, le prolétariat de Russie prenne toutes mesures utiles pour qu'à la périphérie et dans les Républiques arriérées sous le rapport culturel,—et si elles le sont, ce n'est pas de leur faute, mais parce qu'on les considérait autrefois comme des sources de matières premières—il est nécessaire que le prolétariat russe fasse en sorte que des foyers d'industrie soient créés dans ces Républiques"²³

Il devrait être évident pour tout observateur honnête que la Russie considère Cuba uniquement comme une source de matières premières et qu'elle n'a nulle envie d'y créer des foyers d'industrie. Au contraire, elle a tout fait jusqu'ici pour empêcher que de tels foyers d'industrie se développent, comme nous l'avons vu précédemment.

D'un autre côté, la Russie tire bien évidemment profit des techniciens cubains nouvellement formés, en les envoyant dans les pays africains ou latino-américains tels l'Angola ou le Nicaragua, utilisant ainsi la couleur de leur peau ou le fait qu'ils soient latins, pour mieux dominer ces pays par Cubains interposés. Rien de nouveau sous le soleil dans ce procédé. Comme l'expliquait Staline: "Il est un vieux système spécial de gouverner, où le pouvoir bourgeois attire à soi certaines nationalités, leur accorde des privilèges, tandis qu'il abaisse les autres nations, ne voulant pas s'en embarrasser. Ainsi, en attirant une nationalité, il exerce, par l'intermédiaire de celle-ci, une pression sur les autres."²⁴

Abandonner les positions du prolétariat n'est jamais un "choix"

Finalement, si on dresse le bilan des vingt années de "construction du socialisme" à Cuba, on se rend compte que la situation aujourd'hui n'est pas fondamentalement différente qu'elle l'était en 1959. L'économie cubaine est aujourd'hui dominée par la Russie comme elle l'était autrefois par les Etats-Unis. Le "tarif préférentiel" russe sur le sucre régit l'économie cubaine comme le faisait le "tarif préférentiel" américain. Les masses ouvrières et paysannes cubaines font face à des problèmes de logement, de transport, de pénurie de produits de première nécessité si aiguës que des milliers de personnes étaient candidates pour émigrer vers les Etats-Unis lorsque le gouvernement

cubain l'autorisa provisoirement.

Certains font valoir que les dirigeants cubains n'avaient pas d'autre "choix" que de s'aligner sur la Russie et qu'il n'était pas possible pour Cuba d'ériger le socialisme sur ses propres bases. Nous sommes d'accord pour dire qu'il ne faut pas considérer de façon dogmatique et idéaliste la question de la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays. Le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste parle des semi-colonies comme des pays "possédant un embryon d'industries, parfois même une industrie développée, insuffisante toutefois dans la majorité des cas pour l'édification indépendante du socialisme".²⁵ L'Internationale considérait que le passage à la dictature du prolétariat n'était possible, en règle générale, "que par une série d'étapes préparatoires, par toute une période de transformation de la révolution bourgeoise-démocratique en révolution socialiste; le succès de l'édification socialiste y est, dans la plupart des cas, conditionné par l'appui direct des pays de dictature prolétarienne."²⁶ En plus, pour les pays de la région des Antilles, qui se caractérisaient entre autres par leur éloignement géographique de l'URSS, l'I.C. mettait de l'avant la nécessité du regroupement de ces pays en une Fédération soviétique pour l'édification du socialisme.

Certains pourraient faire valoir le fait que les conditions objectives et subjectives n'étaient pas réunies en 1959 pour le triomphe d'une révolution pouvant évoluer vers la révolution socialiste. Ils ont sans doute raison. Mais cela ne justifie pas que tous les soi-disant révolutionnaires aient abandonné les positions de classe du prolétariat pour capituler devant la bourgeoisie.

Que les Castro, Guevara et compagnie l'aient fait, cela ne doit pas nous surprendre. Comme nous le verrons, ils ne se prétendaient pas les représentants du prolétariat mais bien de la bourgeoisie nationale. Ils ont suivi la voie habituelle de la bourgeoisie des nations opprimées en se vendant à l'impérialisme. Comme le soulignait Lénine, "la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers: en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes...; en politique extérieure, elle cherche, à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine..."²⁷ Les dirigeants cubains ont cherché dans un premier temps à conclure de nouveaux accords réactionnaires avec la bourgeoisie américaine, mais devant l'échec des négociations, ils ont cherché à pactiser avec une puissance rivale, l'impérialisme russe.

Aujourd'hui, si l'occasion leur en est fournie, ils sont prêts à faire

volte-face comme en fait foi le témoignage de l'ancien représentant américain à Cuba, Wayne Smith, qui reproche aux Etats-Unis de ne pas avoir considéré avec suffisamment d'attention les ouvertures du gouvernement cubain, de ne pas avoir profité des difficultés économiques que connaît Cuba.

On s'attend en effet à ce que Cuba connaisse en 1983, en dépit de l'aide russe, un déficit budgétaire de \$980 millions soit trois fois plus que l'an dernier. Cuba a une dette extérieure de \$10.5 milliards, soit \$7.3 milliards à la Russie et \$3.2 milliards à l'Ouest dont \$1.8 milliard à des gouvernements et \$1.4 milliard auprès de banques canadiennes, européennes et japonaises. Les difficultés financières se sont accrues avec la chute des cours du sucre et la hausse des taux d'intérêt au point où Cuba se voit dans l'obligation de demander le "rééchelonnement" de sa dette.

Cuba cherche une plus grande ouverture à l'Ouest, désirant augmenter la part de son commerce avec l'Ouest qui représente actuellement 30% de l'ensemble de son commerce extérieur. Cuba désire aussi attirer les capitaux étrangers. Sans tambour ni trompette, le gouvernement cubain a voté en février 1982 une loi sur les investissements étrangers permettant aux capitalistes occidentaux de détenir 49% des parts d'entreprises conjointes avec le gouvernement cubain, avec rapatriement en entier des profits et dividendes. La Havane a proclamé qu'elle n'interviendrait pas ni dans la fixation des prix, ni dans la production. La loi autorise aussi les compagnies à embaucher et à congédier les ouvriers et à choisir leurs propres gérants et directeurs. La priorité sera accordée à l'industrie touristique. Cuba pourrait ainsi redevenir l'attraction touristique qu'elle était avant 1959. Déjà en 1981 plus de 200,000 touristes ont fréquenté les plages cubaines.

Les journaux ont aussi révélé que Castro était allé jusqu'à offrir de retirer les 19,000 soldats cubains d'Angola et de couper le flot d'armes cubaines aux mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale, en échange de la levée de l'embargo américain²⁸. Mais l'impérialisme américain se sent en si bonne posture face aux difficultés économiques de Cuba qu'il exige encore plus: le retrait des troupes cubaines de l'Ethiopie et le départ des conseillers russes de Cuba!

Il n'est pas à exclure que les dirigeants cubains effectuent un jour un changement de cap à 180 degrés pour s'allier aux Etats-Unis. Il y en a plusieurs qui crieraient alors à la trahison mais en fait ce serait là la poursuite de la même ligne que celle qui a prévalu depuis le début des années 60, la ligne qui "justifie" de se vendre au plus offrant, la ligne de la soumission à l'impérialisme.

La trahison de la révolution cubaine, endossée par tous les soi-disant "communistes" russes, chinois, albanais, etc. a eu des conséquences tragiques incommensurables pour le prolétariat cubain et le prolétariat latino-américain. Des milliers de valeureux combattants révolutionnaires sont morts pour avoir suivi les fumeuses théories castristes-guevaristes que les Krououchtchev, Mao, Hodja ont contribué à populariser. Aujourd'hui, le prolétariat latino-américain voit la faillite du "socialisme à la Cuba" et est à même d'apprécier le cul-de-sac auquel mène la "voie cubaine" de la révolution. A l'aube de nouveaux combats révolutionnaires, il devient donc crucial de purger le mouvement révolutionnaire des théories révisionnistes et de rétablir le léninisme, "la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne", le bolchévisme qui est un "modèle de tactique pour tous".²⁹

Les élucubrations théoriques de Guevara, Castro, Debray

Au mois de janvier 1959 Fidel Castro, à la tête de ses "barbudos" faisait son entrée triomphale à La Havane. Il s'emparait du pouvoir à la faveur d'une grève générale et d'un soulèvement populaire organisés en grande partie par le Mouvement du 26 juillet, organisation dirigée par Castro. Le succès du soulèvement de 1959 survenait après les échecs répétés de précédentes tentatives similaires.

Ainsi, le 26 juillet 1953, à la tête de 165 personnes, pour la plupart des étudiants, Castro se lançait à l'assaut de la caserne militaire de la Moncada à Santiago de Cuba avec l'objectif de s'emparer de cette caserne, la deuxième en importance du pays. L'attaque devait coïncider avec un soulèvement populaire à l'échelle du pays. Mais l'opération échoua; 71 personnes furent tuées et Castro fut fait prisonnier.

Castro utilisera son procès comme tribune politique avec sa célèbre plaidoirie "L'histoire m'acquittera", pour dénoncer le régime et avancer son programme politique. Condamné à 15 ans de travaux forcés, il sera relâché en 1955 à la faveur d'une amnistie générale. Il quitte alors Cuba pour le Mexique où il rencontre l'argentin Ernesto Guevara avec lequel il préparera une nouvelle expédition à Cuba.

En novembre 1956, Castro et 85 hommes s'embarquèrent à bord d'un navire, le Granma, pour gagner Cuba où leur débarquement devait coïncider avec une série de soulèvements dans la province

d'Oriente. Mais ce fut une réédition de la Moncada. Les soulèvements furent écrasés et le Granma, victime d'une tempête, s'échoua sur les côtes de la province d'Oriente où l'attendaient les hommes de Batista. Seuls douze hommes réussirent à s'enfuir et à se regrouper dans la Sierra Maestra, la chaîne de montagnes, d'où ils organisèrent la guérilla. Progressivement, celle-ci se développa pour culminer avec la victoire de 1959.

Qui était Fidel Castro?

Castro, dont le père était propriétaire foncier, commença son activité politique à l'université de La Havane où il s'inscrivit à la Faculté de Droit en 1945. Il militait alors au sein de groupes d'activistes appelés "groupes d'actions". Ces "groupes d'actions" n'étaient pas des groupes communistes. Au contraire, ils participèrent activement en 1947 à la campagne anti-communiste d'élimination des communistes des organisations syndicales!!! En fait, ces "groupes d'actions" étaient des groupes nationalistes qui prônaient le terrorisme comme moyen de lutte. Castro participa lui-même en 1947 à un complot qui avait pour but d'assassiner le dictateur de la République Dominicaine.

Castro était aussi membre du Parti orthodoxe, parti nationaliste. Il devait être un des candidats de ce parti aux élections de 1952. Mais le coup d'Etat de Batista empêcha la tenue de ces élections, bloquant ainsi l'accession au pouvoir du Parti orthodoxe dont la victoire semblait assurée. Par la suite, le Parti orthodoxe se fractionna et Castro forma son propre groupe, celui-là même qui lança l'attaque contre la Moncada et qui se donnera par la suite le nom de "Mouvement du 26 juillet" pour commémorer cette action.

Castro n'était donc pas un communiste, son mouvement ne se proclamait pas communiste et son programme n'était pas un programme communiste.

Le programme du Mouvement du 26 juillet, le programme de Castro, était un programme démocratique bourgeois. Il promettait le rétablissement de la Constitution de 1940, des institutions démocratiques et une réforme agraire. Castro et ses "barbudos" affirmaient très clairement que leur drapeau était le drapeau de la révolution bourgeoise, le drapeau de la lutte pour l'indépendance nationale, le drapeau de José Martí, le héros de la lutte pour l'indépendance de Cuba face à l'Espagne. Ils proclamaient que leur but était de compléter la révolution démocratique bourgeoise entreprise par Martí au début du siècle. C'est également là le but que s'étaient fixé avant eux les Estrada Palma, les Machado, les Grau San Martín, mais qui avaient tous trahis pour pactiser avec l'impérialisme pour écraser le mouve-

ment populaire qui les avait portés au pouvoir et maintenir Cuba comme semi-colonie des Etats-Unis.

La conversion de Castro au "communisme"

Une fois au pouvoir Castro chercha comme ses prédécesseurs à pactiser avec l'impérialisme nord-américain. Au mois d'avril, il se rend aux Etats-Unis et au Canada pour chercher à négocier une entente plus avantageuse pour la bourgeoisie cubaine que sous Batista en essayant d'utiliser les contradictions entre différentes fractions de la bourgeoisie nord-américaine.

Ces contradictions existaient effectivement. Certaines sections de la bourgeoisie américaine soutenaient inconditionnellement Batista alors que d'autres, mesurant la fragilité de son pouvoir, étaient à la recherche d'une solution de rechange. (Une situation similaire s'est produite il y a quelques années au Nicaragua alors que la bourgeoisie américaine était divisée sur le soutien à apporter à Somoza). A partir de 1958, les Etats-Unis, à cause de l'impopularité croissante de Batista, s'en dissocièrent officiellement et adoptèrent une attitude bienveillante à l'égard de Castro. C'est ainsi, par exemple, que se tint à Miami à la fin de novembre 1958 une réunion à laquelle participèrent deux hauts fonctionnaires du Département d'Etat, un assistant du secrétaire d'Etat et le chef de la division latino-américaine de la CIA et au cours de laquelle on en arriva à la conclusion qu'il fallait convaincre Batista de démissionner au profit d'un gouvernement modéré.

Castro et son Mouvement du 26 juillet profitèrent donc de ces contradictions au sein de la bourgeoisie américaine pour s'emparer du pouvoir et le conserver. Mais plutôt que d'aboutir à une nouvelle entente avec l'impérialisme américain, ce fut l'affrontement.

En 1959, à l'occasion d'une première réforme agraire, plusieurs entreprises sucrières américaines, dont celle de la United Fruit, furent nationalisées. Mais cela ne provoqua pas l'affrontement. En fait, celui-ci survint lorsqu'en avril 1960 les trois raffineries de l'île (Shell, Texaco et Standard Oil) refusèrent de traiter le pétrole brut que le gouvernement cubain venait d'acheter à la Russie. Cet achat était intervenu aux termes d'accords économiques conclus lors de la visite de Mikoyan à Cuba en février 1960. Ces accords, d'un caractère limité, comprenaient l'achat par la Russie de 425,000 tonnes de sucre en 1960 et d'un million de tonnes pour les quatre années suivantes et l'ouverture d'un crédit de \$100 millions pour l'achat d'équipement industriel et de pétrole.

Le gouvernement cubain riposta au boycott des raffineries en les

nationalisant. Le Congrès américain répliqua en autorisant le président Eisenhower à réduire de 700,000 tonnes le quota sucrier cubain. Castro renchérit en nationalisant toutes les grandes entreprises américaines. Les Etats-Unis suspendirent leurs importations de sucre en provenance de Cuba et décrétèrent l'embargo total sur le commerce avec Cuba.

Le 3 janvier 1961, les Etats-Unis rompent leurs relations avec Cuba et le 15 avril des groupes de Cubains, financés par la CIA débarquent à la Baie des Cochons dans le but de s'emparer de l'île. Ils furent facilement repoussés. Kennedy dut reconnaître publiquement que cette opération avait été préparée avec la complicité du gouvernement américain.

Peu de temps après, en décembre 1961, aura lieu la conversion de Castro au "communisme". Dans sa nouvelle profession de foi, il déclara: "Je suis marxiste-léniniste et je le resterai jusqu'au dernier jour de ma vie". Par la même occasion, il annonça la création du Parti Unifié de la Révolution Socialiste. Ce Parti tint son Premier Congrès en 1975, soit plus de 14 ans après sa création!!!

Habituellement, les communistes suivent la démarche inverse. Ils élaborent un programme, créent un Parti dans le but de faire la révolution et instaurer la dictature du prolétariat. Mais il faut dire qu'ils ont une conception différente de la dictature du prolétariat de celle de Castro. Comme le rappelait Staline: "La dictature du prolétariat n'est pas une simple élite gouvernementale, 'intelligemment' 'sélectionnée' par les soins d'un 'stratège expérimenté' et 's'appuyant sagement' sur telles ou telles couches de la population. La dictature est l'alliance de classe du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie pour le renversement du Capital, pour la victoire définitive du socialisme, à la condition que la force dirigeante de cette alliance soit le prolétariat"³⁰.

Castro, lui, n'avait pas pour objectif en se proclamant marxiste-léniniste et en proclamant Cuba socialiste de marquer l'alliance de classe du prolétariat et des masses travailleuses de la paysannerie mais de forcer la main des Russes pour obtenir d'eux l'engagement à soutenir militairement Cuba en cas de nouvelle agression américaine.

La profession de foi "marxiste-léniniste" de Castro allait avoir des répercussions importantes sur ses relations avec les autres pays latino-américains. La révolution cubaine avait bénéficié d'un appui considérable auprès des masses populaires latino-américaines. Cette sympathie s'était étendue jusque dans les sphères gouvernementales des différents pays qui y voyaient une occasion d'arracher des concessions à l'impérialisme américain.

Mais après la profession de foi de Castro les Etats-Unis réussirent, en janvier 1962, à faire voter à l'unanimité par l'OEA une résolution qui stipulait que "l'attachement de tout membre de l'Organisation des Etats Américains au marxisme-léninisme est incompatible avec le système panaméricain" et que "l'actuel gouvernement cubain qui s'est proclamé officiellement gouvernement marxiste-léniniste est incompatible avec les buts et les principes du système panaméricain"³¹. En fait, les Etats-Unis utilisèrent la tactique habituelle de la carotte et du gros bâton pour isoler Cuba. Ils firent des concessions aux bourgeoisies latino-américaines dans le cadre de l'"Alliance pour le Progrès" et ils démontrèrent par l'envoi de marines à Saint-Domingue pour écraser un soulèvement populaire qu'ils ne toléreraient pas la naissance d'un nouveau Cuba dans ce qu'ils considéraient être leur chasse-gardée.

De son côté, Cuba réalisa en voyant la capitulation russe lors de la crise des missiles et le soutien timoré des Russes devant l'intensification de l'engagement américain au Vietnam que son adhésion "à la grande famille des pays socialistes" n'avait peut-être pas les vertus qu'on lui avait prêtées au début. Il était maintenant évident pour les dirigeants cubains que la Russie ne se risquerait pas dans une confrontation armée avec les Etats-Unis pour se porter à la défense de Cuba. Il devenait donc impérieux que se développe un soutien actif à Cuba en Amérique latine et la création de mouvements de guérilla dans plusieurs pays apparaissait comme un moyen d'affaiblir l'impérialisme américain. C'est dans ce contexte que Guevara publia en 1962 son opuscule célèbre *La guerra de guerrilla, un método*, qui allait devenir la bible des guerrilleros latino-américains.

Le guevarisme

Dans son ouvrage, Guevara fait le bilan de la révolution cubaine, en tire les leçons et les propose comme modèles aux révolutionnaires latino-américains.

La thèse principale que Guevara dégage de la révolution cubaine, c'est celle de la nécessité de la lutte armée. Il débute son livre en disant: "La victoire armée du peuple cubain sur la dictature Batista n'a pas été seulement le triomphe épique qu'ont noté les observateurs du monde entier: elle a été aussi un bouleversement de vieux dogmes concernant la conduite des masses populaires d'Amérique latine"³².

Et quels sont, selon Guevara, ces vieux dogmes qui ont été bouleversés?

Il dit: "Nous pensons que la révolution cubaine a apporté trois changements fondamentaux en Amérique latine en démontrant que:

1. Les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée régulière.

2. On ne doit pas toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution: le foyer insurrectionnel peut les faire surgir.

3. Dans l'Amérique latine sous-développée, le terrain fondamental de la lutte armée doit être la campagne"³³.

Guevara, sans le dire explicitement, s'en prend ici aux Partis "communistes" révisionnistes d'Amérique latine qui avaient tous souscrits d'emblée aux thèses krouchtchéviennes sur la coexistence pacifique et sur le passage pacifique au socialisme. Il fait de la question de la "lutte armée" la ligne de démarcation entre les "authentiques" révolutionnaires et les tenants des "vieux dogmes", c'est-à-dire les partis révisionnistes qui avaient tous abandonné l'objectif de la révolution prolétarienne pour aspirer à jouer un rôle dans la politique bourgeoise par le jeu du parlementarisme.

Mais la promotion de la lutte armée n'est pas synonyme d'une rupture avec les "vieux dogmes". Comme l'a fait remarquer Staline: "Il est nécessaire de marquer que la voie des réformes, la voie constitutionnelle n'exclut pas le moins du monde les 'actions révolutionnaires', ni la 'lutte révolutionnaire'. Lorsqu'on définit le caractère révolutionnaire ou réformiste de tel ou tel parti, il faut considérer comme l'élément décisif non pas les 'actions révolutionnaires' en elles-mêmes, mais les buts et les tâches politiques au nom desquelles elles sont entreprises et utilisées par le parti"³⁴. Comme nous le verrons bientôt, Guevara ne remet pas en cause les "buts et les tâches politiques" des partis révisionnistes mais uniquement les "moyens" qu'ils utilisent, leur abandon des "actions révolutionnaires".

Il poursuit en disant: "Il nous reste à nous demander pourquoi lutte le guerrillero. Nous en arrivons à l'inévitable conclusion que le guerrillero est un réformateur social"³⁵. Guevara assigne aux guerrilleros les mêmes "buts et tâches politiques" que les partis révisionnistes, les "buts et les tâches politiques" de la bourgeoisie libérale latino-américaine. Comme il le dit: "Jose Marti est le mentor de notre révolution"! Non pas Lénine et Staline mais bien... José Marti!

Le guevarisme et la négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière

Il y a déjà plus de 130 ans, Marx et Engels ont élaboré les conceptions théoriques sur lesquelles les communistes se basent pour fixer leurs "buts et tâches politiques". Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels ont clairement établi que "de toutes les classes

qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique³⁶. Et c'est de cette classe, la classe des prolétaires, dont les communistes représentent les intérêts. Comme le disaient Marx et Engels: "Ils (les communistes) n'ont point d'intérêt qui les séparent de l'ensemble du prolétariat" mais "ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence des conditions de la marche et des fins générales du mouvement ouvrier"³⁷.

Plus tard Lénine a développé les thèses de Marx et Engels dans les conditions de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Staline explique: "Marx et Engels ont milité dans la période d'avant la révolution (nous parlons de la révolution prolétarienne) où l'impérialisme n'était pas encore développé, dans la période de préparation des prolétaires à la révolution, dans la période où la révolution prolétarienne n'était pas encore directement, pratiquement, une chose inévitable. Lénine, disciple de Marx et d'Engels, a milité, lui, dans la période de la révolution prolétarienne en développement, alors que la révolution prolétarienne avait déjà triomphé dans un pays, battu la démocratie bourgeoise et inauguré l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des soviets"³⁸. C'est ainsi qu'est né le léninisme, c'est-à-dire "le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement... la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier"³⁹.

Cette théorie léniniste de la révolution prolétarienne, Staline la résume en trois thèses fondamentales.

"Première thèse. La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés; l'émission de valeurs comme une des principales opérations du capital financier; l'exportation des capitaux vers les sources de matières premières, qui est un des fondements de l'impérialisme; la toute-puissance de l'oligarchie financière, comme résultat de la domination du capital financier; — tout cela révèle le caractère brutalement parasitaire du capitalisme monopoliste, rend cent fois plus sensible le joug des trusts et consortiums capitalistes, accroît l'indignation de la classe ouvrière contre les fondements du capitalisme, amène les masses à la révolution prolétarienne, unique moyen de salut.

"De là une première conclusion: aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, éléments d'explosion de plus en plus nombreux sur le front intérieur, prolétarien dans les 'métropoles'.

"Deuxième thèse. L'exportation accrue des capitaux dans les pays

coloniaux et dépendants; l'extension des 'sphères d'influence' et des possessions coloniales à l'ensemble du globe; la transformation du capitalisme en un système mondial d'asservissement financier et d'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays 'avancés'; — tout cela a, d'une part, fait des diverses économies nationales et des divers territoires nationaux les anneaux d'une chaîne unique, appelée économie mondiale, et, d'autre part, scindé la population du globe en deux camps: une poignée de pays capitalistes 'avancés', qui exploitent et oppriment de vastes colonies et pays dépendants obligés de mener la lutte pour s'affranchir du joug impérialiste.

"De là une deuxième conclusion: aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, éléments de révolte de plus en plus nombreux contre l'impérialisme sur le front extérieur, colonial.

"Troisième thèse. — La possession monopolisée des 'sphères d'influence' et des colonies; le développement inégal des pays capitalistes, qui conduit à une lutte forcenée pour un nouveau partage du monde entre les pays ayant déjà accaparé des territoires et ceux qui désirent recevoir leur 'part'; les guerres impérialistes comme unique moyen de rétablir l'équilibre compromis; — tout cela conduit à l'intensification de la lutte sur le troisième front, entre les puissances capitalistes, ce qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union des deux premiers fronts contre l'impérialisme: le front prolétarien révolutionnaire et le front de l'affranchissement colonial.

"De là une troisième conclusion: l'inévitabilité des guerres sous l'impérialisme, et la coalition inévitable de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient formant un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

"Toutes ces conclusions, chez Lénine, sont réunies en cette conclusion générale que 'l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste'⁴⁰.

Mais pour Guevara, ce sont sans doute là de "vieux dogmes". Guevara ne se veut pas le représentant des intérêts de la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, le prolétariat. Pour lui, "le guerrillero est avant tout un révolutionnaire agraire. Il interprète le désir de la grande masse des paysans: être propriétaire de la terre, propriétaire de ses moyens de production, de ses bêtes, de tout ce qu'il a convoité durant des années, de ce qui constitue sa vie et constitue aussi la terre où il mourra"⁴¹. Cela n'a évidemment rien à voir avec le léninisme, avec la théorie de la révolution prolétarienne. C'est le rejet ouvert du rôle dirigeant du prolétariat.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie

Bien qu'il affirme le rôle dirigeant de la classe ouvrière, le léninisme ne se désintéresse cependant pas de la question paysanne. La question paysanne est, au contraire, intimement liée à la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière. C'est la question des alliés du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir, la question de la transformation de la paysannerie de réserve de la bourgeoisie en réserve du prolétariat. "En ce sens, comme le dit Staline, la question paysanne fait partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, est une des questions les plus vitales du léninisme"⁴².

Le problème avec Guevara, c'est qu'en mettant de l'avant la question paysanne, il ne la situe pas dans "la question générale de la dictature du prolétariat", mais dans la question générale... de la révolution bourgeoise!

Guevara luttait contre les "vieux dogmes" des partis révisionnistes latino-américains et leur attitude indifférente ou négative à l'égard de la question paysanne. Mais une telle indifférence, une telle attitude négative ne provient pas de leur soutien au léninisme. Bien au contraire. Elles s'expliquent avant tout par le fait que ces partis n'ont pas foi dans la dictature du prolétariat et ne songent pas à mener le prolétariat au pouvoir. Cela était manifeste dans les déclarations révisionnistes de Moscou de 1957 et 1960 alors qu'on a centré l'attention du prolétariat autour d'une alliance avec la bourgeoisie nationale dans les semi-colonies. Ces déclarations sont centrées uniquement sur la question de l'indépendance nationale, son obtention pour les colonies et sa défense pour les semi-colonies. La paysannerie est à peine mentionnée et alors uniquement comme une alliée dans la lutte pour l'indépendance nationale. On ne mentionne même pas la révolution agraire; on ne parle que de "réformes agraires". Tout le concept de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" est rejeté en faveur de la "démocratie nationale" sous l'hégémonie de la bourgeoisie nationale et de la petite-bourgeoisie et où n'existera que "la possibilité de travailler à la mise en place de réformes agraires et autres changements démocratiques et sociaux"⁴³.

Plutôt que de rétablir le léninisme sur cette question, Guevara prend le contre-pied de ces théories révisionnistes et adopte une attitude indifférente, une attitude négative à l'égard du prolétariat. En fait, il ignore tout simplement le prolétariat!

Bien entendu, dans la grande majorité des pays d'Amérique latine, le prolétariat est minoritaire dans l'ensemble de la population. Mais il l'était aussi en Russie tsariste! Ce qui n'a pas empêché Lénine de

déclarer que "le prolétariat doit en regard de ses propres intérêts, assumer la direction de la révolution des paysans"⁴⁴ et d'élargir cette thèse à l'échelle du monde lors du IIe Congrès de l'Internationale Communiste lorsqu'il a dit: "le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assuré et devons assurer le rôle de conducteurs"⁴⁵.

Mais pourquoi est-ce précisément le prolétariat qui doit assumer le rôle dirigeant? Pourquoi les communistes doivent-ils fonder leur action sur le prolétariat?

"Parce que le prolétariat, en tant que classe grandit d'année en année, se développe politiquement, se prête facilement à l'organisation par suite des conditions de travail dans la grande production, et qu'il est éminemment révolutionnaire en raison même de sa condition prolétarienne, puisque dans la révolution il n'a rien à perdre, que ses chaînés.

"Il en va autrement de la paysannerie.

"Cette paysannerie, (...) malgré sa force numérique, est la classe laborieuse liée à la forme la plus arriérée de l'économie, à la petite production, et de ce fait, elle n'a ni ne peut avoir un grand avenir.

"La paysannerie non seulement ne grandit pas en tant que classe, mais au contraire, elle se décompose d'année en année en bourgeoisie (koulaks) et en paysannerie pauvre (prolétaires, semi-prolétaires). De plus, les paysans se prêtent plus difficilement à l'organisation par suite de leur dispersion et, en raison de leur situation de petits propriétaires, ils rejoignent moins volontiers que le prolétariat le mouvement révolutionnaire"⁴⁶.

Le guevarisme, une forme de menchévisme

Les "nouveaux dogmes" guévaristes sur la façon de mener la révolution ne sont pas si nouveaux que cela. En fait, ils ne sont que la reprise, sous une forme nouvelle, des vieilles théories opportunistes, menchéviques. Lénine a mené une lutte acharnée contre les menchéviks sur ces questions et leurs divergences ne concernaient pas uniquement la révolution russe. Quand Lénine critiquait la tactique des menchéviks, il dénonçait en même temps la tactique de l'opportunisme international. D'autre part, en justifiant la tactique des marxistes en période de révolution bourgeoise et en établissant la distinction de la révolution bourgeoise et de la révolution socialiste, il formula par la même occasion les principes de la tactique marxiste

dans la période de transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne. Il est vital de comprendre la différence entre le bolchévisme et le menchévisme sur ces questions. Staline explique cette différence de la façon suivante: "En 1905, des désaccords surgissaient entre bolchéviks et menchéviks, en Russie, à propos du caractère de la révolution russe. Les bolchéviks défendaient l'idée de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, l'hégémonie étant exercée par le prolétariat. Les bolchéviks affirmaient qu'il fallait mener les choses vers la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, afin de passer immédiatement de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, en s'assurant le soutien de la paysannerie pauvre. Les menchéviks de Russie repoussaient l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise. A la politique d'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, ils préférèrent la politique d'entente avec la bourgeoisie libérale; quant à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ils la proclamèrent un schéma blanquiste réactionnaire, en contradiction avec le développement de la révolution bourgeoise."⁴⁷

Aujourd'hui, les menchéviks ne sont pas contre la paysannerie. Ils se proclament même, comme Guevara, les représentants de la paysannerie. Alors que les bolchéviks cherchent à établir "l'hégémonie du prolétariat, c'est-à-dire son rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise, le prolétariat pratiquant une politique d'alliance avec la paysannerie et une politique d'isolement de la bourgeoisie libérale", les menchéviks à la Guevara cherchent à pratiquer une politique d'alliance entre la paysannerie et la bourgeoisie libérale et une politique d'isolement à l'égard du prolétariat. La politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale s'est manifestée concrètement dans le cas des guérillas guévaristes par leurs liens avec les partis révisionnistes, ceux-ci représentant les intérêts de la bourgeoisie libérale des villes et la guérilla ceux des koulaks. La bourgeoisie libérale a intérêt à soutenir le "réformateur agraire" parce qu'elle a intérêt à une réforme agraire qui élargirait le marché capitaliste national.

Dans le chapitre des *Principes du léninisme* traitant de la stratégie et de la tactique, Staline explique de façon schématique quelles ont été les étapes de la révolution en Russie. Il dit: "Première étape: 1903-février 1917. But: abattre le tsarisme, liquider complètement les survivances moyennâgeuses. Force fondamentale de la révolution: le prolétariat. Réserve immédiate: la paysannerie. Direction de l'effort principal: isoler la bourgeoisie monarchiste libérale, qui tâche à gagner la paysannerie et à liquider la révolution pour une entente

avec le tsarisme. Plan de la disposition des forces: alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie."⁴⁸

C'est après avoir franchi cette étape que le prolétariat dirigé par son parti passe immédiatement à la deuxième étape que Staline décrit de la façon suivante: "Deuxième étape: mars 1917-octobre 1917. But: abattre l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force fondamentale de la révolution: le prolétariat. Réserve immédiate: la paysannerie pauvre. Le prolétariat des pays voisins: réserve probable. La guerre traînant en longueur et la crise de l'impérialisme, comme moment propice. Direction de l'effort principal: isoler la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, socialistes-révolutionnaires) qui tâche à gagner la masse des paysans, travailleurs et à finir la révolution par une entente avec l'impérialisme. Plan de la disposition des forces: alliance du prolétariat avec la paysannerie pauvre."⁴⁹

Ce plan n'est pas quelque chose de particulier à la Russie. Rappelons qu'"en justifiant la tactique marxiste en période révolutionnaire bourgeoise et en établissant la distinction de la révolution bourgeoise et de la révolution socialiste, il (Lénine) formule en même temps les principes de la tactique marxiste dans la période de transition de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste".⁵⁰

Mais pour Guevara et les dirigeants cubains, ce sont là de "vieux dogmes". Ils préfèrent les dogmes de José Martí. Leur plan stratégique n'avait qu'une étape et pouvait se lire ainsi: But: remplacer la bourgeoisie cubaine liée à l'impérialisme américain. Force fondamentale: la petite bourgeoisie. Réserve immédiate: la paysannerie. Réserve probable: la petite bourgeoisie et possiblement une fraction de la bourgeoisie des pays latino-américains. Direction de l'effort principal: chercher à nouer une nouvelle alliance avec l'impérialisme américain ou avec une puissance impérialiste rivale, la Russie.

Le bolchévisme et la guerre de guérilla

C'est dans le cadre du "plan stratégique" que nous venons de décrire qu'il faut comprendre la troisième thèse de Guevara à l'effet qu'"on ne doit pas toujours attendre que soient réunies les conditions pour faire la révolution: le foyer insurrectionnel peut les faire surgir"⁵¹.

Cette thèse aventuriste, blanquiste est totalement anti-léniniste. Elle prend le contre-pied de "la loi fondamentale de la révolution" telle que formulée par Lénine. "La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XXe siècle, la voici: pour que la révolution ait

lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque 'ceux d'en bas' ne veulent plus et que 'ceux d'en haut' ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher"⁵². "On peut, dit encore Lénine, considérer que le moment est venu pour la bataille décisive si '(1) toutes les forces de classe qui nous sont hostiles sont suffisamment en difficulté, se sont suffisamment entre-déchirées, sont suffisamment affaiblies par une lutte au-dessus de leurs moyens'; si '(2) tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconsistants—la petite bourgeoisie—se sont suffisamment démasqués aux yeux du peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique; si '(3) au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fait jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie. C'est alors que la révolution est mûre, c'est alors que, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions indiquées... si nous avons choisi le moment, la victoire est assurée"⁵³. Non seulement Guevara ne tient pas compte des indications de Lénine mais sa thèse est démentie par l'expérience même de la révolution cubaine, avec l'échec de la Moncada, du débarquement du Granma et allait l'être aussi avec l'échec des foyers de guérilla que Cuba a essayé d'attiser en Amérique latine dont celui-là même du Che en Bolivie!!!

Cela ne signifie toutefois pas que les bolchéviks rejettent la guérilla en tant que forme de lutte. Lénine, dans son ouvrage *La guerre de partisans* précise les deux exigences essentielles que doit présenter un communiste dans l'examen de la question des formes de lutte.

"En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de luttes les plus variées, et il ne les 'invente' pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrines, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répu-

die aucune forme de lutte."⁵⁴

Mais en fait pour les "théoriciens" cubains, la guerre de guérilla, la guerre des partisans n'était pas perçue comme une forme de lutte dans le cadre de la lutte des masses, du "développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques" mais comme l'acte d'un petit groupe de guérilleros et comme LA forme de lutte mise de l'avant de façon dogmatique et doctrinaire au détriment des autres formes de luttes.

Lénine rappelle qu'"en second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. A divers moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour."⁵⁵

Mais pour les dirigeants cubains, la promotion de la guérilla, de l'insurrection dans certains pays latino-américains se faisait au mépris des "circonstances historiques concrètes". Elle se faisait uniquement en fonction des intérêts nationaux de Cuba. La bourgeoisie "rouge" de Cuba incita des milliers de révolutionnaires latino-américains à prendre le maquis, à créer des "foyers insurrectionnels" pour éloigner l'impérialisme américain et protéger ses intérêts nationaux.

Lénine résumait la position bolchévique sur la guerre des partisans en disant que "... jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre des partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux principaux et qu'il doit être ennoblé par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non-prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent."⁵⁶

Et Lénine de poursuivre en donnant différents exemples de cette dégénérescence. "Les grèves abandonnées, au cours spontané des événements, dégèrent en 'alliances', en accord des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs. Le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des 'libertés publiques', du 'libéralisme', de la 'démocratie' du républicanisme, de l'anticléricisme, du socialisme et autres

marchandises courantes. La presse dégénère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de la perversion des masses; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc. La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous. La social-démocratie (bolchévisme—nous) emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant *toujours* leur application à des idées et des méthodes d'organisation *rigoureusement* déterminées par les circonstances.⁵⁷

Castro, Guevara et compagnie n'ont subordonné la guérilla qu'à leur stratégie de défense des intérêts nationaux cubains et cela s'accommodait d'ententes avec les "bandes de politiciens bourgeois" des partis révisionnistes. C'est ainsi que malgré les dénonciations des vieux partis révisionnistes, de leur trahison, de leur réformisme, les dirigeants cubains n'hésitèrent pas à passer des accords avec ces mêmes partis. Aussi, à peine deux ans après la parution de l'opuscule de Guevara, se tint à La Havane, sous le patronage du parti cubain, une conférence des partis révisionnistes latino-américains, au cours de laquelle un compromis fut réalisé entre Cuba et la majorité des partis révisionnistes sur la question de la lutte armée. Les participants s'engagèrent à soutenir la lutte armée dans six pays: le Venezuela, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay et Haïti.⁵⁸ Dans les autres pays, on pouvait en rester aux "vieux dogmes" du passage pacifique et les partis révisionnistes de ces pays devenaient les interlocuteurs "révolutionnaires" privilégiés de la révolution cubaine en Amérique latine!

Guévara et le "nouvel ordre économique mondial"

Après avoir cherché dans un premier temps le soutien des pays latino-américains, les dirigeants cubains en vinrent par la suite à promouvoir la guérilla, souvent dans ces mêmes pays. Cela ne les empêchât pas, lorsqu'ils y virent un avantage, de mettre fin à leur soutien aux guérillas et à soutenir des mouvements ouvertement réformistes comme celui du Front Populaire d'Allende au Chili ou des dictatures militaires comme celle de Velasco au Pérou et même de la junte argentine lors de la guerre des Malouines!

Il en alla souvent ainsi des mouvements de guérillas eux-mêmes! Par exemple, les Black Panthers aux États-Unis et le FLQ au Québec se désagrégèrent et leurs ex-militants apportèrent leur appui aux solutions ouvertement réformistes des bourgeoisies noire et québécoise. Et que dire de Régis Debray, devenu aujourd'hui le conseiller

du Président de la France impérialiste!

En fait, cela n'est guère surprenant. Ces forces représentaient les intérêts de fractions de la bourgeoisie qui cherchaient un nouvel aménagement de leurs relations avec l'impérialisme (américain en particulier), un nouvel ordre économique mondial. Guevara était leur porte-parole lorsqu'il déclarait: "Nous considérons que la seule solution juste aux problèmes actuels de l'humanité est la suppression totale de l'exploitation des pays dépendants par les pays capitalistes développés"⁵⁹.

Lénine disait que "la division des nations en nations oppressives et nations opprimées... constitue l'essence de l'impérialisme"⁶⁰ et montrait la nécessité de détruire l'impérialisme par la coalition de la révolution prolétarienne dans les pays avancés et la révolution démocratique bourgeoise dans les colonies, semi-colonies et pays dépendants en un front unique de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme.

Guevara et les dirigeants cubains prônaient, eux, la constitution d'une coalition des bourgeoisies des nations opprimées par l'impérialisme américain en vue de créer un "nouvel ordre économique mondial". Pour atteindre cet objectif, ils étaient même prêts à promouvoir des "actions révolutionnaires".

Mais comme encore une fois le soulignait Staline "lorsqu'on définit le caractère révolutionnaire ou réformiste de tel ou tel parti, il faut considérer comme l'élément décisif non pas les 'actions révolutionnaires' en elles-mêmes, mais les buts et les tâches politiques au nom desquelles elles sont entreprises et utilisées par le parti."⁶¹

De nouvelles robinsonnades: le castrisme

En janvier 1967, paraît le livre de Régis Debray *Révolution dans la Révolution* qui allait connaître un immense succès. Le livre fut écrit à la suite d'une série de conversations entre Debray et Castro et il est reconnu que par l'intermédiaire de Debray, c'est Castro qui s'exprimait. Le livre fut immédiatement publié à 100,000 exemplaires et devint un des textes de base à l'étude dans les cellules du Parti cubain.

Comme dans le cas de l'opuscule de Guevara, le contexte de cette parution est important. Les États-Unis avaient entrepris les bombardements du Nord-Vietnam et la "timidité" de la riposte russe montrait encore une fois aux dirigeants cubains la fragilité de la "protection russe"; l'inquiétude des Cubains s'était de plus aggravée après l'intervention militaire américaine à Saint-Domingue.

Comme si cela n'était pas suffisant, les Russes démontraient main-

tenant de l'intérêt pour le développement de relations d'Etat à Etat avec les régimes en place en Amérique latine. Enfin, le parti révisionniste du Venezuela, qui menait depuis de nombreuses années la lutte armée, cherchait depuis la fin de 1965, à s'en désengager après avoir subi une série de revers. Si un tel désengagement se concrétisait, cela signifierait un revers important pour Cuba qui avait largement soutenu et activement fait la promotion de cette guérilla. C'est donc dans ce contexte extrêmement menaçant pour les dirigeants cubains que Guevara lança son appel à créer "un, deux, trois Vietnam" et que paraît *Révolution dans la Révolution*.

Dans cet ouvrage, on ne discute pas de la nécessité de la lutte armée. Celle-ci est acquise. Mais on critique différentes conceptions de la lutte armée. On s'en prend à l'autodéfense armée, expérimentée en Colombie et en Bolivie par la saisie de terres par les paysans ou d'usines par les ouvriers qu'on qualifie d'économisme, de spontanéisme. On critique la propagande armée, l'exemple vietnamien, où le guerrillero cherche à développer un appui populaire par le travail politique, en invoquant le fait que la population serait trop clairsemée en Amérique latine. On écarte aussi le modèle chinois, la base guerrillera, qui serait inapplicable en Amérique latine faute de l'existence d'un sanctuaire ou d'un grand territoire. L'alternative proposée par Debray-Castro, c'est celle de la force stratégique mobile, le "foco" ou foyer de guérilla qui a fait le succès de la révolution cubaine. Le modèle cubain est alors érigé en dogme. Mais l'aspect le plus important du livre, c'est la critique de la sujétion de la guérilla au parti; c'est la critique de l'expérience négative du Venezuela et l'éloge de l'expérience positive cubaine.

Le castrisme enterre la classe ouvrière

En définissant leurs "buts et tâches politiques", Debray-Castro se réclament eux aussi de José Martí. Et ils sont beaucoup plus explicites que Guevara. Ils disent: "Une lutte de libération nationale à base anti-impérialiste ne peut être menée sous l'égide du marxisme-léninisme et de la classe ouvrière dans les conditions latino-américaines caractérisées par l'existence d'une classe ouvrière numériquement peu élevée, fréquemment pénétrée par le réformisme, et aristocratisée de fait par les salaires relativement élevés que l'on paye dans les grandes entreprises monopolistes étrangères et nationales."⁶² Nous avons déjà vu que la faiblesse numérique de la classe ouvrière dans un pays n'est pas un critère pour nier son rôle dirigeant, mais Debray-Castro vont encore plus loin que Guevara en reléguant l'ensemble de la classe ouvrière latino-américaine au rang de l'aristocratie ouvrière!

Les mineurs chiliens, boliviens, les ouvriers de l'industrie de Sao Paulo seront heureux d'apprendre que pour Debray-Castro ils sont tous "aristocratisés"! Est-il nécessaire de se demander ce qu'ils pensent de la classe ouvrière des pays impérialistes!

Alors, si la classe ouvrière est trop corrompue pour diriger la lutte de libération nationale, quelle est la classe dont la pureté lui permet d'aspirer à prendre la direction de "la lutte de libération nationale à base anti-impérialiste"? Nulle autre évidemment que la petite-bourgeoisie. "Les étudiants sont en Amérique latine à l'avant-garde de la révolution" nous disait Debray-Castro⁶³ et "la compétition de ces commandos est principalement étudiante ou petite-bourgeoisie (le '26 juillet' cubain avait la même composition sociale"⁶⁴. Mais attention! Gardons-nous de jugements trop hâtifs sur cette petite-bourgeoisie, nous préviennent Castro-Debray. Liquidons la classe ouvrière en un trait de plume mais "il serait ridicule d'attacher au mot 'petit-bourgeois' le jugement de valeur implicite qu'il revêt en Europe"⁶⁵. On comprend mieux maintenant pourquoi "la lutte de libération nationale à base anti-impérialiste ne peut être menée sous l'égide du marxisme-léninisme... dans les conditions latino-américaines": les ouvriers ne sont pas des ouvriers et les petits-bourgeois ne sont pas des petits-bourgeois!

Le VI^e Congrès de l'I.C. avait une opinion quelque peu différente sur ce sujet: "Les intellectuels petits-bourgeois, les étudiants, etc. sont très souvent les représentants les plus énergiques non seulement des intérêts spécifiques de la petite-bourgeoisie mais encore des intérêts objectifs et généraux de l'ensemble de la bourgeoisie nationale... La vague révolutionnaire montant peut les pousser dans le mouvement ouvrier, où ils apportent leur idéologie petite-bourgeoise hésitante et indécise"⁶⁶.

Mais rendons justice à Debray-Castro; pour eux, ces petits-bourgeois ne cessent d'être des petits-bourgeois pour se situer à l'avant-garde que s'ils remplissent des conditions bien précises, c'est-à-dire s'ils quittent la ville et prennent le chemin de la guérilla à la campagne. Debray-Castro ont poussé la logique (!) de leur raisonnement jusqu'à identifier la ville à la bourgeoisie et la campagne au prolétariat! "La ville, dit Fidel, est un cimetière de révolutionnaires"⁶⁷. "Quant une guérilla parle avec ses responsables urbains ou ses représentants à l'étranger, elle traite avec 'sa' bourgeoisie"⁶⁸. "Tout homme, fut-ce un camarade, qui passe sa vie dans la ville est un bourgeois à son insu, en comparaison avec le guerrillero",⁶⁹ car selon Debray-Castro "comment un citoyen, aussi marxiste-léniniste soit-il, devinera-t-il l'importance vitale d'un mètre carré de nylon, d'une boîte de conserve, d'une

paire de bottes⁷⁰.

Alors tout le secret est là, il faut que la petite-bourgeoisie se prolétarise. Comment? En s'emparant du marxisme-léninisme? Non! Mais bien par le travail manuel... du paysan!!! "Par le nettoyage d'un coin de forêt pour pouvoir y cultiver, par le travail en commun de la terre, la chasse, etc. Ces conditions matérielles amènent inéluctablement le foyer à se prolétariser moralement et à prolétariser son idéologie. Que ses membres soient paysans ou petits-bourgeois le foyer guerrillero ne peut devenir rien d'autre qu'une armée de prolétaires⁷¹. Le modèle du parfait révolutionnaire n'est plus Lénine ou Staline mais Robinson Crusoé! En fait, Baden Powell-Debray, dans son manuel du parfait boy-scout, va jusqu'à écrire que le "combattant rural s'éduque jour et nuit par son contact avec le monde extérieur"⁷². Quelle poésie! Quel bucolisme! Qu'y a-t-il en effet de plus "éducatif" que de respirer la nuit l'air de la Cordillère des Andes! Ou encore, "la montagne prolétarise bourgeois et paysans, la ville peut embourgeoiser même les prolétaires"⁷³. On peut imaginer le désarroi des adeptes uruguayens des thèses de Debray-Castro étant donné l'absence de montagnes en Uruguay. Ils se voyaient condamnés à l'embourgeoisement!

Mais Debray-Castro ont quand même essayé de justifier toutes ces balivernes par des arguments plus "stratégiques" comme celui à l'effet que "la lutte armée révolutionnaire n'est réalisable qu'à la campagne. A la ville, elle se dégrade... On connaît les arguments irréfutables du Che Guevara à ce sujet: devant s'attaquer au maillon le plus faible, un foyer insurrectionnel doit se garder des zones urbaines comme des maillons les plus forts de la chaîne, c'est-à-dire là où sont concentrés tous les corps répressifs et administratifs de l'Etat".

En effet, on connaît bien les "arguments irréfutables" du Che parmi lesquels son expérience bolivienne figure assurément en tête de liste. Le Che s'est tenu tellement éloigné des "maillons les plus forts de la chaîne" en allant s'installer dans un endroit pratiquement inhabité de la Bolivie qu'à peine quelques mois plus tard, les guerrilleros affamés, dépourvus de ressources, sont devenus une proie facile pour les "corps répressifs de l'Etat" qui avaient su renforcer leurs "maillons faibles". Ils étaient moins dogmatiques que Guevara, Castro et Debray. Par exemple, le gouvernement américain a publié, pour la formation des forces anti-guerilla, une édition de *La guerra de guerrilla, un método* dans laquelle le texte de Guevara se trouvait sur la page de gauche alors que, dans la page de droite, on exposait la façon de contrer ce que Guevara développait.

Debray "théorise" contre la théorie

Debray-Castro manifestent le dédain le plus total pour la théorie. Debray est tout emballé de rapporter qu'"en deux ans de guerre, Fidel n'a pas tenu un seul meeting dans son aire d'opérations"⁷⁴ et il célèbre le fait que les guerillas cubaines "sont les premières guerillas socialistes qui n'ont pas adopté le système de commissaires politiques. Ce système ne semble pas correspondre à la réalité latino-américaine"⁷⁵. Evidemment, les révolutionnaires latino-américains n'ont pas besoin de meetings politiques, ni de commissaires politiques. Ils sont tellement différents de la petite-bourgeoisie européenne. Eux, ils se prolétarisent par leur "contact avec le monde extérieur"! Bien sûr, Debray, lui, n'accepterait pas un tel système pour lui-même. La petite-bourgeoisie européenne est tellement différente!

Pour la clique Guevara-Debray-Castro les qualités physiques des guerrilleros priment sur leurs facultés intellectuelles, leur formation politique. Plusieurs guerrilleros se sont faits rabrouer par leurs dirigeants parce qu'ils essayaient de s'instruire, de s'éduquer politiquement. On leur a dit qu'il était plus utile de s'occuper de "nettoyer un coin de forêt"! On craignait qu'ils réfléchissent aux thèses bien connues de Lénine à l'effet que "sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" et que "seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde"⁷⁶ et qu'ils découvrent ainsi quelle fraude immense étaient le castrisme et le guevarisme!

Debray-Castro nient aussi, bien évidemment, la nécessité du parti. Ils le font pour des considérations purement opportunistes. Ils ne veulent pas rompre complètement les liens avec les partis révisionnistes, ce qu'aurait entraîné la création de nouveaux partis. Ils polémiquent contre la sujétion de la guerilla aux partis révisionnistes mais non contre le maintien des liens avec eux. C'est ainsi que la guerilla de Guevara en Bolivie était dépendante du parti révisionniste pour son ravitaillement. Et c'est ce parti, sans doute avec l'accord des Russes, qui a donné Guevara aux forces de Barrientos.*

Le castrisme: le caudillisme des temps modernes

Debray-Castro ont essayé de justifier leurs théories en invoquant la "spécificité" des conditions latino-américaines et en essayant

* Il ne faut pas non plus négliger la responsabilité de Régis Debray, alors aux mains de Barrientos, dans l'assassinat de Guevara. Peu de temps avant sa mort, Guevara écrivait dans son journal "Me parece que el Francés hablo demasiado" (Il me semble que le Français a trop parlé). Castro a bien essayé dans son "introduction nécessaire" au journal de Bolivie du Che de laver Debray de tout soupçon. Mais sans succès.

de présenter le castrisme comme une application "créatrice" du marxisme-léninisme. Debray nous dit que "le castrisme n'est que le processus concret de réengendrement du marxisme-léninisme, à partir des conditions latino-américaines et à partir des 'conditions antérieures' de chaque pays. Il n'aura donc jamais deux fois le même visage, de pays à pays: il ne peut vaincre qu'à la condition de surprendre... car le castrisme ou le léninisme retrouvé et accordé aux conditions historiques d'un continent que Lénine ignora est en train de passer, qu'on le veuille ou non, dans la réalité des stratégies révolutionnaires".⁷⁹

Debray reprend ici à son compte la vieille thèse opportuniste selon laquelle le léninisme serait un phénomène uniquement russe. Staline disait: "Les uns disent que le léninisme est l'application du marxisme aux conditions particulières de la situation russe. Cette définition renferme une part de vérité, mais elle est loin de rendre toute la vérité. Lénine a, en effet, appliqué le marxisme à la réalité russe, et il l'a fait de main de maître. Mais si le léninisme n'était simplement que l'application du marxisme à la situation particulière de la Russie, le léninisme serait un phénomène purement national et seulement national, purement russe et seulement russe. Or, nous savons que le léninisme est un phénomène international—et non pas seulement russe,—ayant des racines dans tout le développement international".⁷⁸ Le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat; le léninisme est un modèle de tactique pour tous.

Cela est évidemment très différent du "léninisme réengendré", du "léninisme retrouvé" de Debray. En fait, Debray avoue sans pudeur que le castrisme n'est rien d'autre que le vieux nationalisme "réengendré" et "retrouvé". Il dit: "C'est dans les anciennes luttes d'indépendance nationale que le 'castrisme', particulier à chaque pays, puise cette passion révolutionnaire... Fidel a lu Martí avant de lire Lénine; un 'castriste' ou un nationaliste révolutionnaire vénézuélien aura lu la correspondance de Bolívar avant *L'Etat et la Révolution*, un Colombien, les projets de constitution de Narino, un Equatorien, Montalvo, un Péruvien aura lu Mariategui et réfléchi sur Tupac Amaru"⁷⁹.

Debray relie encore le castrisme aux mouvements nationalistes comme le péronisme et le populisme brésilien des années 30 et 40, deux mouvements qui ont flirté avec le fascisme. Il dit: "Beaucoup plus étroits sont les rapports du castrisme avec les deux forces historiquement les plus importantes du nationalisme sud-américain: le péronisme en Argentine et le populisme de Vargas au Brésil. Ces deux idéologies ont aujourd'hui entamé sérieusement leur décadence

et laissent à la place même qu'elles ont occupée naguère un vide que le castrisme remplit peu à peu".⁸⁰ Le castrisme est donc le péronisme "réengendré" et "retrouvé"!

Debray va encore plus loin en rattachant le castrisme au caudillisme!!! "Il n'y a pas de mouvement castriste dans l'abstrait. Il y a des dirigeants révolutionnaires qui, dans chaque pays, reprenant la tradition indélébile du caudillisme imprimeront leur marque à une organisation nationale, après avoir fait leurs preuves aux yeux de tous les militants".⁸¹ Castro, c'est Pancho Villa "réengendré" et "retrouvé"!!!

Debray et Castro sont en retard d'une époque. Ils propagent à l'époque de l'impérialisme les idées nationalistes des révolutions bourgeoises du XIXe siècle. Ils sont les Don Quichotte et Sancho Panza de la révolution en Amérique latine!

On pourrait se contenter d'en rire si le résultat de leurs élucubrations "théoriques" n'était pas si tragique.⁸² Ils ont conduit des milliers et des milliers de révolutionnaires latino-américains à l'abattoir. Debray et Castro ont les mains tâchées du sang de ces combattants tombés aux mains des forces répressives latino-américaines entraînées par l'impérialisme américain. Castro les a poussés sous les balles de la soldatesque pour défendre les intérêts égoïstes de la bourgeoisie "rouge" cubaine. L'"ingénu" Debray a marché sur leurs corps entassés pour se frayer un chemin jusqu'à l'Elysée. Debray a rendu de fiers services à l'impérialisme français. Celui-ci souhaite de tout coeur que les masses latino-américaines marchent sous la bannière des Martí, Bolívar, etc. plutôt que sous la bannière rouge du programme bolchévik. L'impérialisme français est prêt à soutenir les "gouvernements révolutionnaires" latino-américains, tel le gouvernement sandiniste, pour les aider à maintenir leur "indépendance nationale" face aux Etats-Unis comme les Etats-Unis ont soutenu, au tournant du siècle, les mouvements de libération latino-américains et défendu l'"indépendance nationale" de ces pays face à l'Espagne. Et la France impérialiste de Mitterrand-Debray n'hésitera pas un seul instant à venir en aide à la bourgeoisie nationale de ces pays pour écraser tout mouvement révolutionnaire luttant pour l'instauration de la dictature démocratique révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie, pour écraser dans le sang tout mouvement qui remettrait en cause ses intérêts impérialistes, tout comme Debray n'a pas hésité à donner Guevara aux forces de Barrientos pour sauver sa peau.

Le Bolchévisme demeure un modèle de tactique pour tous

Régis Debray résumait son appréciation du castrisme par ces mots: "Historiquement ce qu'on appelle le castrisme, c'est une action révolutionnaire empirique et conséquente qui a rencontré le marxisme sur son chemin comme sa vérité."⁸² En fait, oui, le castrisme est un mouvement nationaliste empirique qui a rencontré "sur son chemin comme sa vérité" ... la Russie impérialiste!

Staline avait prédit que si le Capital réussissait à écraser la République des Soviets "une période de la plus noire réaction dans les pays capitalistes et coloniaux serait instaurée, la classe ouvrière et les peuples opprimés seraient pris à la gorge, les positions du communisme international seraient perdues".⁸³ C'est exactement ce qui s'est produit. Les révisionnistes russes ont non seulement révisé eux-mêmes toutes les thèses du bolchévisme mais ont aussi cautionné le révisionnisme grossier de gens comme Guevara, Castro, etc. Ils ont cherché à égarer le mouvement ouvrier en trafiquant les positions léninistes dont celles sur la révolution dans les colonies, semi-colonies et pays dépendants.

Au II^e Congrès de l'I.C., Lénine avait donné comme directive de ne soutenir "les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seraient réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeraient pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités"⁸⁴. Il avait aussi souligné "la nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés"⁸⁵.

Mais les dirigeants russes ont, dans le cas de Cuba, pris très exactement le contre-pied des recommandations de Lénine en s'efforçant de "parer des couleurs du communisme" les Castro, Guevara, etc. Ils se sont aussi servis de la révolution cubaine pour faire avaler leur révision du marxisme-léninisme, leurs thèses sur la coexistence pacifique en particulier.

La "nouvelle phase" de la crise générale du système capitaliste mondial

A la mort de Staline, le mouvement communiste international

reconnaissait que la crise générale du système capitaliste mondial avait connu deux phases. La première phase avait commencé avec la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre dans le contexte de la Première Guerre Mondiale et la création de l'URSS. La seconde phase avait été marquée par la constitution du camp socialiste, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, qui avait entraîné la désagrégation du marché mondial unique, universel et déterminé l'aggravation ultérieure de la crise générale du système capitaliste mondial.

Mais à la conférence des 81 partis "communistes" et "ouvriers" de novembre 1960 à Moscou, on déclare que "la crise générale du capitalisme est entrée dans une nouvelle phase". On spécifie que "cette nouvelle phase a ceci de particulier qu'elle n'est pas apparue à la suite d'une guerre mondiale, mais qu'elle a surgi dans les conditions de la compétition et de la lutte des deux systèmes, du changement croissant du rapport de forces au profit du socialisme, d'une violente exacerbation de toutes les contradictions de l'impérialisme, dans les conditions où la lutte victorieuse des forces de paix pour la réalisation et la consolidation de la coexistence pacifique n'a pas permis aux impérialistes de troubler par leurs actes d'agression la paix générale, dans les conditions où monte la lutte des grandes masses populaires pour la démocratie, la libération nationale et le socialisme"⁸⁶

On entrait donc, pour les révisionnistes, dans une "nouvelle phase", une phase de coexistence pacifique, où la guerre n'était plus inévitable, où il était devenu possible pour la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir de façon pacifique, où il était possible que la victoire du socialisme à l'échelle mondiale se fasse pacifiquement. Effectivement, on entrait dans une "nouvelle phase", mais non pas d'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial. Avec la restauration du capitalisme en URSS, avec l'ouverture de l'ex-marché soviétique aux puissances impérialistes, avec le remplacement de la lutte à mort par la "compétition" entre les deux systèmes (c'est-à-dire la concurrence capitaliste), la crise générale du capitalisme allait connaître un temps d'arrêt.

Dans cette "nouvelle phase", il devenait également possible, selon les révisionnistes, que se créent des conditions favorables à la "formation dans de nombreux pays d'un Etat indépendant de démocratie nationale". Pour les révisionnistes, cet "Etat indépendant de démocratie nationale" était un Etat "qui défend, avec esprit de suite, son indépendance nationale", un Etat qui s'engage sur "la voie non capitaliste de développement". Ce nouveau concept allait être réservé

à quelques pays seulement (Cuba, la Guinée, le Ghana, le Mali et l'Indonésie) mais c'est l'expérience cubaine qui avait servi de modèle pour l'élaboration de ce concept.

Jusque-là, le mouvement communiste international avait toujours démasqué la fraude de la constitution d'Etats indépendants qui n'étaient que des semi-colonies de l'impérialisme et appelait à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie en tant qu'étape vers l'instauration de la dictature du prolétariat pour mettre fin aux liens de dépendance envers l'impérialisme.

Dans le Programme communiste adopté par le VI^e Congrès, on souligne que "les conditions particulières de la lutte révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'inéluclabilité d'une longue période de luttes pour la dictature démocratique du prolétariat et des paysans et pour sa transformation en dictature prolétarienne, enfin l'importance décisive des facteurs nationaux imposent aux Partis communistes de ces pays diverses tâches particulières dont l'accomplissement doit préparer les voies à la dictature du prolétariat". Et l'Internationale Communiste de poursuivre en énumérant les principales tâches suivantes:

"1. Renversement de la domination de l'impérialisme étranger, des féodaux et de la bureaucratie agrarienne.

2. Etablissement d'une dictature démocratique du prolétariat et des paysans sur la base des Soviets.

3. Complète indépendance nationale et formation de l'Etat national.

4. Annulation des dettes de l'Etat.

5. Nationalisation des grandes entreprises (industries, transports, banques, etc.) appartenant aux impérialistes.

6. Confiscation des domaines appartenant aux grands propriétaires fonciers, aux églises et monastères. Nationalisation du sol.

7. Journée de 8 heures.

8. Organisation d'une armée révolutionnaire ouvrière et paysanne."⁸⁷

Mais ce programme est balancé par-dessus bord par les révisionnistes qui, dans leur "nouvelle phase", se prosternent devant de soi-disant "Etats de démocratie nationale". Ils assignent aux partis communistes, non plus la tâche de lutter "pour la dictature démocratique du prolétariat et des paysans et sa transformation en dictature prolétarienne" mais bien de lutter "pour mener à bonne fin la révolution anti-impérialiste, anti-féodale et démocratique, pour créer des Etats de démocratie nationale"⁸⁸.

On ne parle plus de "renversement de la domination de l'impéria-

lisme étranger, des féodaux et de la bureaucratie agrarienne", mais de vague "lutte contre l'impérialisme et ses blocs militaires".⁸⁹ On ne parle plus de "confiscation des domaines appartenant aux grands propriétaires fonciers, aux églises et aux monastères", de "nationalisation du sol", mais on parle de façon évasive "de la possibilité de réaliser la réforme agraire" et "de faire aboutir d'autres revendications dans le domaine des transformations démocratiques et sociales". Il n'est plus question d'"annulation des dettes d'Etat", de "nationalisation des grandes entreprises appartenant aux impérialistes" mais simplement de "la LIMITATION et l'éviction des monopoles étrangers de l'économie" et de la création parallèle "d'un secteur d'Etat de l'économie nationale, indépendant des monopoles étrangers."

De plus, l'existence de Partis communistes n'est plus nécessaire pour la formation de tels "Etats de démocratie nationale" et même pour leur passage au socialisme!!!

La nécessité de l'existence d'un Parti communiste pour le triomphe de la révolution, l'instauration de la dictature du prolétariat et la construction du socialisme a toujours été un axiome de base du communisme. Mais dans la "nouvelle phase" de nos révisionnistes, cette vérité n'a plus cours. Il serait maintenant possible de passer au socialisme en dépit de l'absence de Parti en prenant exemple sur Cuba! Les nouveaux "théoriciens" du Kremlin ont en effet poussé leur révision du marxisme jusqu'à écrire que Cuba appliquait "inconsciemment" la dictature du prolétariat!!! On a écrit que l'"application des méthodes de la dictature du prolétariat, que ce soit consciemment ou inconsciemment, a été la garantie du succès de la lutte (à Cuba) bien que la classe ouvrière n'ait pas été homogène dans le premier stade de la révolution".⁹¹

En fait, la "nouvelle phase" était celle de l'abandon de toutes les positions communistes même les plus élémentaires. Elle était la "phase" de la restauration du capitalisme en URSS, de la transformation du pays des Soviets en pays impérialiste, de l'alliance de la nouvelle bourgeoisie "rouge" du Kremlin avec les bourgeoisies nationales des "Etats indépendants de démocratie nationale", les nouvelles semi-colonies de l'impérialisme russe.

Le Parti chinois et le Parti albanais dans la même "nouvelle phase" marécageuse que les Russes

Les années de grande noirceur qui ont suivi la restauration du capitalisme en URSS ne sont pas imputables uniquement aux révisionnistes russes mais aussi à ceux qui ont éventuellement proclamé

leur "opposition" aux thèses des révisionnistes pour mettre de l'avant sensiblement les mêmes thèses mais sous un masque plus "révolutionnaire", c'est-à-dire la Chine et l'Albanie.

Il faut d'abord noter que le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie ont soutenu ouvertement les thèses révisionnistes du XXe Congrès, qu'ils ont apposé leur signature au bas des Déclarations de Moscou de 1957 et 1960. Le PTA essaie aujourd'hui de nier ce soutien mais à son IIIe Congrès, il a affirmé entre autres choses que "les questions du léninisme qui furent posées au XXe Congrès du PCUS en ce qui concerne le développement de la situation internationale actuelle ont une grande importance historique pour l'humanité et constituent un trésor précieux qui vient s'ajouter au marxisme-léninisme dans les circonstances concrètes de la situation internationale actuelle."⁹²

Plus tard, lorsque la Chine et l'Albanie ont entrepris leur polémique contre les révisionnistes russes, ils n'ont pas remis en cause les thèses russes niant l'inévitabilité de la guerre. Dans *L'Histoire du PCUS(b)*, on résume de la façon suivante les enseignements de Lénine sur l'inévitabilité de la guerre à l'époque de l'impérialisme: "Lénine montrait que dans les conditions de l'impérialisme, l'inégalité du développement et les contradictions du capitalisme agonisant s'aggravent particulièrement; que la lutte pour les colonies, pour les sources de matières premières, rend inévitables les guerres impérialistes périodiques en vue d'un nouveau partage du monde".⁹³

Mais pour Mao et le PC chinois ces enseignements ne tiennent plus. Dans sa polémique avec les Russes, le PCC déclarait: "Le but premier visé par le camarade Mao Tsé-Toung lorsqu'il déclara que le 'vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest' était de souligner la possibilité croissante de prévenir une nouvelle guerre mondiale et que les pays socialistes seraient en mesure de poursuivre leur édification dans un environnement pacifique. Ces propositions du camarade Mao Tsé-Toung ont été et sont toujours les conceptions conséquentes du Parti Communiste de Chine. Il est donc évident que les dirigeants du PCUS concoctaient délibérément un mensonge en prétendant que le Parti communiste chinois 'ne croit pas à la possibilité de prévenir une nouvelle guerre mondiale'".⁹⁴ Le PCC ajoutait: "La possibilité de conjurer une nouvelle guerre mondiale est une chose; la possibilité de conjurer toutes les guerres y inclus les guerres révolutionnaires est une autre chose et il est complètement erroné de confondre les deux."⁹⁵

Il est donc évident que les divergences entre le PCUS et le PCC, lorsque s'écroula leur alliance, ne portaient pas sur la question de

l'inévitabilité de la guerre. La scission se produisit plutôt entre le social-pacifisme ouvert de Krouchtchev qui répandait le non-sens d'"un monde sans guerre" et autres fadaïses et le pacifisme "révolutionnaire" du PC de Mao qui proclamait que la guerre n'était pas inévitable sous l'impérialisme aussi longtemps que la "révolution" pouvait conjurer la guerre... Bien entendu, Mao demeurait vague à souhait sur la signification qu'il donnait à l'expression "révolution", expression sans contenu de classe qu'il utilisait plutôt que révolution prolétarienne. Lénine disait au contraire: "A nous d'indiquer maintenant au prolétariat et au peuple entier, l'insuffisance du mot d'ordre de révolution; de montrer la nécessité d'une définition claire et sans équivoque, logique et résolue du contenu même de la révolution."⁹⁶

De plus, si l'on y pense attentivement, la seule façon par laquelle "la révolution peut conjurer la guerre mondiale" c'est par une révolution prolétarienne capable de renverser l'impérialisme dans tous les principaux pays impérialistes. Pour que cela puisse se produire, il faudrait donc le renversement simultané de l'impérialisme dans tous les pays, ce qui n'est rien d'autre que la théorie trotskiste de la révolution permanente, c'est-à-dire la négation de la loi du développement inégal, de la possibilité de la victoire de la révolution dans un seul pays, de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Aujourd'hui les dirigeants chinois ont abandonné toute prétention à camoufler leurs visées impérialistes sous un masque "révolutionnaire" et préfèrent les alliances ouvertes avec les puissances impérialistes occidentales, en particulier les Etats-Unis. Par contre, l'Albanie, elle, continue à mettre de l'avant les théories maoïstes-trotskistes niant l'inévitabilité de la guerre impérialiste et illusionnant le prolétariat international sur la possibilité de "conjurer la guerre" au moyen de vagues "révolutions". Lors de son dernier Congrès, le PTA réitéra son adhésion au pacifisme "révolutionnaire" en affirmant que "tout témoigne que la situation actuelle dans le monde est grosse d'une conflagration générale et de guerres locales, de même qu'elle est grosse de luttes de libération et de révolutions. L'évolution des événements montrera si l'impérialisme parviendra à conduire le monde à une nouvelle catastrophe ou si les peuples empêcheront la guerre d'éclater et sauveront l'humanité."⁹⁷

Le PCC et le PTA ne s'opposèrent pas non plus à l'essence de la position du PCUS sur les Etats de démocratie nationale. La Chine montra quelques velléités d'opposition parce qu'elle y voyait un soutien de la part des Russes à l'Inde dans le conflit frontalier entre la Chine et l'Inde mais le PCC avait lui-même mis de l'avant depuis très longtemps un contenu similaire avec son concept de "démocratie

nouvelle". Quant au PTA, il ne parle jamais lui non plus de la dictature démocratique révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Ainsi donc la rupture du PCC et du PTA d'avec le révisionnisme russe, de même que la récente rupture du PTA d'avec le PCC, ne furent pas de véritables ruptures. Elles furent des "ruptures" centristes et contribuèrent à égarer le mouvement révolutionnaire. Nous n'avons ici abordé brièvement que deux questions, celles de l'inévitabilité de la guerre et de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, mais nous pourrions tout aussi bien montrer la trahison du PCUS, du PCC et du PTA sur toutes les questions importantes de la révolution prolétarienne. En fait, les positions du prolétariat révolutionnaire furent perdues. S'ouvrit alors une longue période de "liberté de critique" au cours de laquelle on assista à l'éclosion de "cent écoles", au foisonnement de "nouvelles théories" qui attaquèrent de tous les côtés à la fois les positions du bolchévisme et au nombre desquelles il nous faut évidemment ranger le castrisme et le guevarisme.

Plutôt que de critiquer les théories castriste et guevariste pour ce qu'elles étaient, c'est-à-dire des théories bourgeoises, les révisionnistes russes les propagèrent, les diffusèrent et les utilisèrent pour contrer le maoïsme, en particulier en Amérique latine. De leur côté, les dirigeants chinois se gardèrent d'attaquer systématiquement les théories cubaines dans l'espoir de pouvoir trouver un jour un terrain d'entente avec les dirigeants cubains et aussi parce qu'il était difficile de procéder à une critique systématique du castrisme et du guevarisme sur la base du maoïsme, les deux théories partageant à maints égards les mêmes conceptions.

Cuba, la botte secrète de la Russie contre la Chine

Les dirigeants russes virent très rapidement l'avantage qu'ils pouvaient tirer de la révolution cubaine pour contrer les visées scissionnistes de la Chine. Au niveau théorique, Cuba était présenté comme la preuve qu'en mettant de l'avant la coexistence pacifique, ils ne niaient pas la possibilité de révolutions violentes victorieuses. Ils utilisèrent aussi Cuba pour contrer les tentatives chinoises de développer son influence dans les pays semi-coloniaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la tenue de la conférence Tricontinentale en janvier 1966 à La Havane grâce aux efforts de la Russie au sein de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA).

Depuis 1963, l'OSPAA était devenue un lieu privilégié de l'affron-

tement sino-russe. La Chine cherchait à faire expulser la Russie de cette organisation en invoquant différents prétextes. La Russie, en appuyant l'initiative cubaine d'une conférence tricontinentale, cherchait à contrer l'influence chinoise dans le mouvement afro-asiatique en élargissant le mouvement de façon à y inclure l'Amérique latine tout en attribuant à Cuba un rôle de premier plan. Castro se montra à la hauteur des espoirs que fondaient sur lui ses maîtres russes.

Ainsi, à la veille de l'ouverture de la Tricontinentale, Castro fit une déclaration tonitruante destinée à neutraliser la Chine. Il affirma qu'il venait d'être informé que, dans les négociations en cours pour le protocole commercial sino-cubain, la partie chinoise ne pouvait fournir à Cuba les 250,000 tonnes de riz qu'elle lui avait fournies en 1965 et qu'elle offrait pour 1966 seulement 135,000 tonnes. Castro déclara qu'il en résultait une réduction de la ration de riz des citoyens cubains. Cette déclaration de Castro eût un impact considérable sur les différentes délégations présentes à La Havane. Aussi, ce ne fut pas une surprise de les voir suivre l'exemple cubain lors des débats et refuser d'appuyer les efforts de la Chine pour faire condamner la Russie.⁹⁸

Après la conférence, Castro poursuivit son attaque contre la Chine sur la base de l'affaire du riz en accusant la Chine de s'être jointe de fait au blocus américain en utilisant contre elle le genre d'arguments que celle-ci employait à l'égard de la Russie. Castro déclara qu'il ne s'agissait pas simplement d'une question de tonnes de riz, mais "de la question fondamentale de savoir si dans le monde de demain les pays puissants continueront de s'arroger le droit de chantage, de pratiquer l'extorsion, la pression, de commettre l'agression et d'étrangler les pays plus petits."⁹⁹ Les dirigeants russes devaient rire sous cape!

Cuba mena aussi la lutte dans chaque pays latino-américain contre les partis maoïstes nouvellement créés. En fait, comme nous l'avons vu, la publication en janvier 1977 de l'ouvrage de Régis Debray *Révolution dans la Révolution* avait en partie pour but de lutter contre les théories maoïstes et donc contre les mini-partis qui les propageaient. La Chine avait cherché à scissionner les vieux partis révisionnistes pro-russes en créant de nouveaux partis "marxistes-léninistes". La bourgeoisie russe répliqua par Cuba interposé qui faisait la promotion de la guérilla, guérilla rattachée dans les faits aux vieux partis révisionnistes pro-russes.

En fait, il y avait beaucoup de points communs entre le castrisme et le maoïsme. Les deux sont des formes de menchévisme prônant l'alliance des quatre classes, la soumission à la bourgeoisie nationale. Les deux prônent le rôle dirigeant de la petite-bourgeoisie. Mao et

Castro ont tous les deux lutté contre le "culte du livre", c'est-à-dire contre la théorie marxiste-léniniste et les deux ont élaboré de fameuses théories sur la primauté à être accordée à la paysannerie, sur l'encerclement des villes par les campagnes, etc.

En s'attaquant nommément aux groupes castristes, les groupes et partis maoïstes ne connurent pas énormément de succès. Les groupes pro-cubains bénéficiaient de la popularité de la révolution cubaine au sein des masses latino-américaines et ils se montraient beaucoup plus actifs dans la lutte de guérilla. Il faut dire que la Chine, qui préparait dans le cadre de l'élaboration de la théorie des trois mondes son alliance ouverte avec l'impérialisme américain, n'avait pas intérêt à froisser son futur allié en encourageant la lutte armée dans la chasse-gardée de ce dernier. Le soutien de la Chine au régime de Pinochet après le coup d'Etat au Chili la discrédita définitivement, elle et ses partis satellites, en Amérique latine.

Il ne faudrait pas croire que le PTA a eu une position plus conséquente à l'égard de Cuba. Dans ses "Réflexions sur la Chine," Hoxha nous révèle ses pensées les plus intimes sur Castro et Cuba. Il dit: "Que pensent les camarades chinois de la question de Cuba? Ne serait-il pas temps que, tout en préservant nos principes, ils bougent un peu de leurs positions rigides à son égard, en ces moments-ci alors que Castro a des contradictions avec les Soviétiques, avec les capitalistes des pays d'Amérique latine et, comme toujours avec les États-Unis? Nous savons bien qui est Castro, quelles sont ses idées, ses aspirations, ses méthodes. Mais le fait est que, malgré la situation économique très difficile dans laquelle se trouve son pays, il résiste dans une certaine mesure et à sa manière tant aux Soviétiques qu'aux Américains et appelle à la 'révolution mondiale'. Castro n'adhère pas à nos vues, et nous non plus n'adhérons en aucune manière aux siennes. Mais alors que ses vues ne nous influencent pas, les nôtres, par contre, peuvent l'influencer.

"Le fait est qu'à certains indices on a l'impression qu'il veut se rapprocher de nous qu'il a besoin de nous. Devrions-nous donc persister dans une attitude 'rigide' et ne pas mener une politique de principe susceptible d'approfondir les divergences entre Castro et les Soviétiques? Non, en aucune manière. Nous devons agir. Qu'entendent faire les Chinois dans ces circonstances afin que nous puissions coordonner nos actions.

"Dans l'ensemble de l'activité anarchiste de Castro, il est certains faits qu'il ne faut pas oublier, comme par exemple sa ferme opposition aux Américains, sa résistance lors de l'affaire des fusées, sa lutte dans la Baie des Cochons et maintenant les désaccords avec les

Soviétiques. Certes, Castro n'est pas un pur, mais on ne peut le comparer à certains dirigeants coréens et roumains. Castro est animé d'un sentiment marqué de résistance. En nous fondant sur ces traits de sa nature, efforçons-nous de l'influencer dans le bon sens, car cela est dans l'intérêt de la révolution."¹⁰⁰

Ainsi donc, Hoxha voyait en 1967, soit peu après la parution de *Révolution dans la Révolution*, la possibilité, "tout en préservant nos principes," de se rapprocher de Castro, cet homme "animé d'un sentiment marqué de résistance," de "l'influencer dans le bon sens"! Cela nous en dit long sur les "principes" de Hoxha. Ce sont les mêmes "principes" qui l'ont amené à soutenir la junte argentine lors de la guerre des Malouines, à soutenir encore aujourd'hui le régime sanguinaire de Khomeiny en Iran et à accepter depuis plus de trois ans de ne pas dénoncer l'impérialisme français en Afrique en échange de ventes de chrome à la France.

L'aventure africaine de Castro

La Russie a aussi utilisé Cuba pour ses visées expansionnistes en Afrique. La première action spectaculaire de Cuba en Afrique fut sans conteste son intervention aux côtés du MPLA en Angola. Mais il faut noter que la présence cubaine en Afrique n'a pas débuté avec la guerre d'Angola. Déjà, à ce moment-là, Cuba avait des instructeurs militaires ou des techniciens dans plusieurs pays d'Afrique dont le Congo (Brazzaville), la Guinée, l'Algérie, le Mozambique, la Somalie. Des maquisards du MPLA et d'autres mouvements africains avaient aussi reçu un entraînement militaire à Cuba.

L'intervention cubaine en Angola offrit dans un premier temps à Castro l'occasion de redorer son prestige un peu terni par le piétinement de la situation en Amérique latine. Après une longue série d'échecs, Castro avait besoin d'un succès mobilisateur et la lutte contre le régime raciste d'Afrique du Sud était une occasion à ne pas manquer. Les Russes et Castro utilisèrent à cette occasion le fait qu'une partie importante de la population cubaine est de race noire. Les premiers pour développer leur influence en Afrique, le second pour atténuer les conflits raciaux potentiels à Cuba même. Aussi ce n'est pas un hasard si l'envoi du corps expéditionnaire cubain a été baptisé "Opération Carlotta" du nom d'une esclave noire qui avait trouvé la mort à Cuba en 1843, après avoir dirigé la rébellion d'un groupe d'esclaves. Castro déclara alors que Cuba était un pays non seulement latino-américain mais aussi "latino-africain." L'intervention cubaine en Angola eût aussi pour effet de faire monter la cote de popularité de Cuba parmi les États à forte population noire des

Caraïbes.

Cette question de la race noire est une question de la plus haute importance pour tous les communistes révolutionnaires. Déjà, en 1928, l'Internationale Communiste, dans sa Résolution sur la question noire déclarait au sujet de la question noire aux Etats-Unis en tant que partie d'un problème mondial: "La question noire aux Etats-Unis doit être traitée en relations avec les autres questions noires et les luttes des Noirs dans d'autres parties du monde. La race noire est partout une race opprimée. Qu'elle soit une minorité (Etats-Unis, etc), une majorité (Afrique du Sud) ou qu'elle habite un Etat soi-disant indépendant (Libéria, etc.), la race noire est partout opprimée par l'impérialisme. Ainsi, il existe un intérêt commun pour la lutte révolutionnaire de race et de libération nationale des Noirs de toutes les parties du monde face à la domination impérialiste. Un puissant mouvement révolutionnaire noir aux Etats-Unis sera en mesure d'influencer et de diriger le mouvement révolutionnaire dans toutes les parties du monde où les Noirs sont opprimés par l'impérialisme."¹⁰¹ Les communistes révolutionnaires doivent tenir compte de ces enseignements de l'I.C. dans leur travail.

La bourgeoisie et l'impérialisme n'hésitent pas eux à manipuler la question noire dans leurs propres intérêts comme le démontre l'intervention cubaine en Afrique. Même les Etats-Unis y ont trouvé jusqu'à un certain point leur profit. Andrew Young (un noir) alors qu'il était ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU a déclaré que Cuba jouait un rôle stabilisateur en Angola! Il songeait sans doute aux intérêts de la Gulf Oil qui n'ayant pas été nationalisée avait pu continuer d'opérer dans l'enclave de Cabinda sous la protection des troupes cubaines!

Après le succès de l'"Opération Carlotta" en Angola, succès que Castro mesura lors d'une tournée triomphale en Afrique au printemps de 1977, les choses se gâtèrent pour Cuba en Afrique, particulièrement avec l'intervention en Ethiopie. Là, le nouveau régime n'était plus menacé par les visées d'Etats comme en Afrique du Sud mais par des mouvements séparatistes dont l'un était activement soutenu par la Somalie, alors elle aussi alliée des Russes, et l'autre, le front populaire de libération de l'Erythrée, se réclamait de la révolution cubaine! Les troupes cubaines apparaissaient alors au grand jour pour ce qu'elles étaient: des troupes chargées de défendre les intérêts de l'impérialisme russe. Les échecs militaires, le poids social et financier que représentent les engagements militaires cubains en Afrique se font aujourd'hui lourdement sentir et suscitent un mécontentement de plus en plus accentué au sein des masses cubaines, plus particulièrement au sein des masses de race noire, qui portent la plus

grande part du fardeau et ressentent de plus en plus l'oppression dont elles sont victimes. L'intervention cubaine en Afrique se retourne donc contre les dirigeants cubains et l'impérialisme russe. Elle contribue à discréditer Castro et à démontrer que la Russie est bel et bien un pays impérialiste.

Démasquons le castrisme! Restaurons le bolchévisme!

L'image d'un Cuba révolutionnaire édifiant le socialisme a pâli avec les années. Avec une économie toujours basée sur l'exportation des matières premières, Cuba n'est pas un modèle de développement économique, une alternative au sous-développement semi-colonial des pays d'Amérique latine. De plus, la crise économique frappe l'économie cubaine avec la même rigueur qu'elle frappe les autres économies capitalistes, ce qui démontre que Cuba est toujours un anneau de la chaîne impérialiste. Malgré tout, plusieurs ouvriers et paysans d'Amérique latine et d'autres régions du monde prêtent encore foi aux déclarations des idéologues cubains qui essaient de présenter les difficultés actuelles comme "passagères" et ils cherchent encore à voir dans Cuba un espoir.

Le castrisme, le guevarisme ne sont pas des théories révolutionnaires. Elles ne résistent pas au feu de la critique théorique ni à celui de la pratique. Partout où elles ont été appliquées, elles ont mené le mouvement révolutionnaire dans une impasse, à un échec. Pourtant, des centaines de révolutionnaires latino-américains fondent encore aujourd'hui leurs activités sur telle ou telle version "améliorée" de ces théories.

Le régime cubain a démontré en pratique que sous un "internationalisme" de façade, il ne se préoccupe que de la défense de ses propres intérêts ou de ceux de ses maîtres impérialistes; que ce soit par sa trahison des intérêts des ouvriers et paysans latino-américains suite à son alliance avec les partis révisionnistes de ces pays ou par son soutien à des régimes fascistes comme la junte argentine, ou que ce soit sa collaboration avec le Derg en Ethiopie pour opprimer les ouvriers et paysans de ce pays ou écraser le mouvement national érythréen. Mais, en dépit de cela, plusieurs internationalistes hésitent encore aujourd'hui à condamner les interventions cubaines au même titre que les interventions de puissances occidentales.

Pourquoi cela?

D'abord, parce qu'existe encore au sein des masses opprimées une grande sympathie pour la révolution cubaine et son opposition résolue à l'impérialisme américain, sympathie que les dirigeants

cubains exploitent à leur profit avec force démagogie.

Ensuite, parce que les Castro et compagnie peuvent tirer avantage du grand désarroi qui existe dans le mouvement communiste international depuis l'assassinat de Staline et la révision des principes du marxisme-léninisme par les Krouchtchev, Mao, Hoxha.

Mais aujourd'hui, de plus en plus de communistes révolutionnaires à travers le monde constatent la faillite totale des différents courants soi-disant communistes, qu'ils soient pro-russes, maoïstes ou pro-albanais, et voient la nécessité de retourner aux leçons de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et à l'héritage de Lénine, Staline et de la Troisième Internationale. Devant l'imminence de la guerre impérialiste, de plus en plus de communistes révolutionnaires voient la nécessité de se préparer dès aujourd'hui à transformer cette guerre en guerre civile contre la bourgeoisie dans les pays impérialistes et en guerres nationales révolutionnaires contre l'impérialisme dans les colonies, semi-colonies et pays dépendants. Pour cela, il importe que les communistes révolutionnaires ne succombent pas au spontanéisme, qu'ils mettent en pratique l'enseignement de Lénine au IIe Congrès de l'I.C. à l'effet que les communistes de tous les pays "doivent soutenir en toutes circonstances l'indépendance du mouvement prolétarien même sous sa forme la plus embryonnaire"¹⁰².

Cela ne signifie cependant pas que les communistes révolutionnaires doivent s'attendre à des victoires immédiates. Staline rappelait qu'"une politique juste ne doit pas conduire toujours et obligatoirement à la victoire immédiate sur l'adversaire. La victoire immédiate sur l'adversaire est déterminée non seulement par une politique juste, mais en premier lieu et surtout par le rapport des forces de classe, la prépondérance manifeste des forces de la révolution, la désagrégation dans le camp de l'adversaire, une situation internationale favorable. Une politique juste ne peut aboutir à la victoire immédiate que dans ces conditions. Mais il est une exigence obligatoire à laquelle une juste politique doit se conformer sans cesse et dans toutes les conditions. Cette exigence veut que la politique du Parti augmente la capacité de combat du prolétariat, multiplie ses liens avec les masses travailleuses, rehausse l'autorité du prolétariat parmi ces masses, assure au prolétariat l'hégémonie dans la révolution."¹⁰³

Pour appuyer ses dires, Staline donnait l'exemple de la révolution de 1905 en Russie alors que la révolution avait subi un échec, malgré le fait que les bolchéviks avaient une politique juste, parce que les survivances féodales et l'autocratie étaient alors plus fortes que le mouvement révolutionnaire des ouvriers. Mais en dépit de la défaite de la révolution, le Parti Bolchévik, par sa juste politique, réussira à

"augmente(r) la capacité de combat du prolétariat, multiplier ses liens avec les masses travailleuses, rehausse(r) l'autorité du prolétariat parmi ces masses, assure(r) au prolétariat l'hégémonie dans la révolution" et rendra possible la victoire de la révolution en 1917. On peut facilement imaginer combien différente serait la situation aujourd'hui si des forces authentiquement communistes avec une ligne juste assurant "l'indépendance du mouvement prolétarien même sous sa forme la plus embryonnaire" avaient existé lors de la révolution cubaine de 1959. Elles n'auraient sans doute pas été en mesure d'assurer l'hégémonie du prolétariat dans la révolution à ce moment-là mais elles auraient permis son développement et auraient ainsi évité la soumission des intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie nationale comme cela s'est produit par la suite. Cela ne s'est malheureusement pas fait et le mouvement révolutionnaire en a subi les conséquences tragiques.

Les communistes révolutionnaires latino-américains, en particulier ceux intervenant dans les luttes révolutionnaires en cours comme en Amérique centrale, ont donc une responsabilité toute spéciale. Ils sont actuellement le point de mire de tous ceux qui s'intéressent au développement du mouvement révolutionnaire. Ils peuvent utiliser la tribune qui est aujourd'hui la leur pour critiquer la ligne castriste sur la base de sa pratique, pour restaurer la ligne bolchévique, et ainsi faire les premiers pas pour "augmente(r) la capacité de combat du prolétariat, multiplie(r) ses liens avec les masses travailleuses, rehausse(r) l'autorité du prolétariat parmi ces masses, assure(r) au prolétariat l'hégémonie dans la révolution" non seulement en Amérique centrale mais dans toute l'Amérique latine et dans l'ensemble du monde.

Cela ne signifie évidemment pas que les communistes doivent se tenir à l'écart des processus révolutionnaires actuellement en cours pour "développer la théorie" ou "construire le parti." Lénine expliquait que "dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer du point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme."⁶⁴

Les tâches auxquelles sont confrontés les marxistes-léninistes latino-américains sont donc particulièrement complexes. Mais les batailles révolutionnaires dans lesquelles ils sont engagés ne sont que le prélude à des batailles révolutionnaires encore plus vastes. L'impé-

rialisme agonise. L'heure approche où nous assisterons à nouveau à la coalition entre le front prolétarien des métropoles impérialistes et le front national révolutionnaire des colonies, semi-colonies et pays dépendants. Mais pour forger ce front, pour construire cette alliance contre l'impérialisme, pour établir l'hégémonie du prolétariat il faut démasquer les dirigeants cubains et jeter aux poubelles de l'Histoire leurs théories pourries.

NOTES

1. Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 3. 2. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, ELE, p. 86. 3. Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, ELE, p. 41. 4. *Programme, thèses et résolutions adoptées par le VIe Congrès Mondial de l'Internationale Communiste*, republiées par Correspondance Internationale, pp. 227-228. 5. *Ibidem*, p. 66. 6. *Ibidem*, p. 67. 8. *L'autre Révolution*, Editions Sociales, p. 99. 9. Gutelman, Michel, *L'agriculture socialisée à Cuba*, Maspéro 1967. 10. "La dépendance économique de Cuba" in *Le courrier des pays de l'Est*, avril 1980, no. 239. 11. *Programme, thèses... VIe Congrès, op. cit.*, p. 236. 12. J.R. Carter, *The net cost of Soviet foreign aid*, NYC Praeger Publishers 1969. 13. *Programme, thèses... VIe Congrès, op. cit.*, p. 277. 14. *Ibidem*, p. 227-228. 15. *Ibidem*, p. 66. 16. Staline, "Rapport Présenté au XIIIe Congrès" in *La Question nationale et coloniale*, Editions Norman Bethune, p. 177-178. 17. Lévesque, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Armand Colin, 1980, p. 221. 18. Staline, "Rapport au XVIIe Congrès du PCUS(b)" in *Questions du léninisme*, ELE, p. 41. 19. *Ibidem*, p. 738. 20. Staline, *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, ELE, p. 41. 21. *Ibidem*, p. 39. 22. Banque Mondiale, *Rapport sur le développement mondial*. 23. Staline, "Rapport Présenté au XVIIIe Congrès", *op. cit.* p. 178. 24. *Ibidem*, p. 183. 25. *Programme, thèses... VIe Congrès, op. cit.*, p. 77. 26. *Ibidem*, p. 78. 27. Lénine, "La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes", LOC 22:157. 28. *The Economist*, 28 août-3 sept. 1982. 29. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, ELE, p. 86. 30. Staline, *Questions du léninisme*, ELE, p. 177. 31. Lévesque, Jacques, *L'URSS et la Révolution cubaine*, Presse de l'Université de Montréal, 1976, p. 52-53. 32. Guevara, Ernesto, *Guerra de guerilla*, Petite collection Maspéro, p. 27. 33. *Ibidem*. 34. Staline, *La question nationale et coloniale, op. cit.*, p. 250. 35. Guevara, *op. cit.*, p. 29. 36. Marx-Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, ELE, p. 43. 37. *Ibidem*, p. 47. 38. Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 3. 39. *Ibidem*. 40. *Ibidem*, p. 25-26-27-28. 41. Guevara, *op. cit.*, p. 41. 42. Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 54. 43. *Déclaration des Partis communistes et ouvriers*, Novembre 1960. 44. Lénine, "Agrarian Program of Social-Democracy," nov.-dec. 1907, *Selected Works*, NY International Publishers, vol. 3, p. 258. 45. Lénine, "IIe Congrès de l'Internationale Communiste," LOC 31:250. 46. *Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS*, Editions Norman Bethune, p. 16. 47. Staline, "A propos de quelques problèmes de l'histoire du bolchévisme", in *Questions du léninisme*, ELE, p. 85, p. 578. 48. Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 85. 49. *Ibidem*, p. 86. 50. *Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS, op. cit.*, p. 72-73. 51. Guevara, *op. cit.*, p. 27. 52. Cité dans Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 39. 53. *Ibidem*, p. 92. 54. Lénine, "La guerre des partisans," LOC 11:215. 55. *Ibidem*. 56. *Ibidem*. 57. *Ibidem*, p. 224. 58. Lévesque, Jacques, *L'URSS et la Révolution cubaine, op. cit.*, p. 126. 59. Guevara, *op. cit.*, p. 199. 60. Lénine, "Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes," LOC 21:425. 61. Staline, *La question nationale et coloniale, op. cit.*, p. 250. 62. Debray, Régis "Révolution dans la Révolution ? et autres essais" Paris, Maspéro, 1972, p. 35.

63. Debray, *op. cit.*, p. 25. 64. *Ibidem*. 65. *Ibidem*. 66. *Programme, thèses... Ier Congrès, op. cit.*, p. 238. 67. Debray, *op. cit.*, p. 160. 68. *Ibidem*, p. 162. 69. *Ibidem*. 70. *Ibidem*, p. 161. 71. *Ibidem*, p. 52. 72. *Ibidem*, p. 53. 73. *Ibidem*, p. 167. 74. *Ibidem*, p. 148. 75. *Ibidem*, p. 199. 76. Lénine, *Que Faire?* ELE, p. 29-30. 77. Debray, *op. cit.*, p. 68-69. 78. Staline, *Principes du léninisme*, ELE, p. 2. 79. Debray, *op. cit.*, p. 68. 80. *Ibidem*, p. 66. 81. *Ibidem*, p. 41-42. 82. *Ibidem*, p. 59. 83. Staline, "Once on social-democratic deviation in our Party" Report to the Seventh Inlarged Plenum of the E.E.C.I., 7 dec. 1926, SCW 9:28. 84. Lénine, "Rapport de la Commission nationale et coloniale" LOC 31: 249-250. 85. *Ibidem*. 86. *Déclaration des Partis communistes et ouvriers*, novembre 1960, p. 11. 87. *Programme, thèses... VIe Congrès, op. cit.*, p. 79. 88. *Déclaration des Partis communistes et ouvriers*, novembre 1960, p. 29. 89. *Ibidem*, p. 28. 90. *Ibidem*, p. 27. 91. Cité dans Lévesque, Jacques, *L'URSS et la Révolution cubaine, op. cit.*, p. 66. 92. IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, cité dans *Lignes de Démarcation* no. 15, p. 72. 93. *Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS, op. cit.*, p. 187. 94. "Two Different Lines on the Question of War and Peace" in *The Polemic on The General Line of the International Communist Movement*, Red Star Press, London 1976, p. 239. 95. *Ibidem*, p. 238. 96. Lénine, "Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique," LOC 9:214. 97. *Le Parti du Travail d'Albanie, VIIIe Congrès, op. cit.*, p. 173. 98. Lévesque, Jacques, *L'URSS et la Révolution cubaine, op. cit.*, p. 137. 99. *Ibidem*, p. 139. 100. Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, tome I, p. 406-407. 101. *Resolutions of the Communist International on the Negro Question*. 102. Lénine, "IIe Congrès de l'Internationale Communiste," LOC 31:249. 103. Staline, "Notes sur des sujets d'actualité" in *La question nationale et coloniale, op. cit.*, p. 272. 104. Lénine, "La guerre des partisans," LOC 11:222.

Table des matières

Vingt ans de "construction du socialisme " à Cuba	1
Du quota sucrier américain au quota sucrier russe	
• Cuba: la perle antillaise de l'impérialisme américain	
• Le Grand Bond en Avant de Guevara	
• Le Grand Bond en Arrière de la Gran Zafra de Castro	
• Les "tarifs préférentiels" russes	
• Deux conceptions de l'internationalisme prolétarien	
• "On n'ira pas loin avec les seules écoles" (Staline)	
• Abandonner les positions du prolétariat n'est jamais un "choix"	
Les élucubrations théoriques de Guevara, Castro, Debray	22
• Qui était Fidel Castro"?	
• La conversion de Castro au "communisme"	
• Le guevarisme	
• Le guevarisme et la négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière	
• L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie	
• Le guevarisme, une forme de menchévisme	
• Le bolchévisme et la guerre de guérilla	
• Guevara et le "nouvel ordre économique mondial".	
• De nouvelles robinsonnades: le castrisme.	
• Le castrisme enterre la classe ouvrière	
• Debray "théorise" contre la théorie	
• Le castrisme: le caudillisme des temps modernes.	
Le bolchévisme demeure un modèle de tactique pour tous	44
• La "nouvelle phase" de la crise générale du système capitaliste mondial.	
• Cuba, la botte secrète de la Russie contre la Chine	
• L'aventure africaine de Castro	
• Démasquons le castrisme, restaurons le bolchévisme	